Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 185 del 7 luglio 1979

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Sabato, 7 luglio 1979 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 maggio 1979, n. **263.**

Esecuzione di atti adottati a Londra il 3 settembre 1976 dalla conferenza per l'istituzione dell'Organizzazione internazionale di telecomunicazioni marittime via satellite (INMARSAT).

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 maggio 1979, n. **263.**

Esecuzione di atti adottati a Londra il 3 settembre 1976 dalla conferenza per l'istituzione dell'Organizzazione internazionale di telecomunicazioni marittime via satellite (INMARSAT).

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro degli affari esteri, di concerto con i Ministri di grazia e giustizia, del bilancio e della programmazione economica, dell'industria, del commercio e dell'artigianato, della marina mercantile, delle poste e delle telecomunicazioni, dei trasporti, delle partecipazioni statali e del tesoro;

Decreta:

Articolo unico

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti atti internazionali, adottati a Londra il 3 settembre 1976, a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente dell'art. 33 e dell'art. XVII degli atti stessi:

a) convenzione per l'istituzione dell'Organizzazione internazionale di telecomunicazioni marittime via satellite (INMARSAT), in allegato;

b) accordo operativo relativo all'Organizzazione di cui alla lettera *a*), con allegato.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 maggio 1979

PERTINI

ANDREOTTI — FORLANI — MORLINO —
VISENTINI — NICOLAZZI — PRETI —
COLOMBO — BISAGLIA — PANDOLFI

Visto, *il Guardasigilli*: MORLINO
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 *luglio* 1979
Atti di Governo, registro n. 22, *foglio n.* 9

CONVENTION PORTANT CREATION DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS MARITIMES PAR SATELLITES (INMARSAT)

LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

CONSIDERANT le principe énoncé dans la résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies, selon lequel les nations du monde doivent pouvoir communiquer dès que possible au moyen de satellites sur une base mondiale et non discriminatoire,

CONSIDERANT les dispositions pertinentes du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, conclu le 27 janvier 1967, notamment l'article premier qui affirme que l'espace extra-atmosphérique doit être utilisé pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays,

TENANT COMPTE du fait qu'une part très importante du commerce mondial est tributaire des navires,

CONSCIENTS de la possibilité d'améliorer considérablement le système maritime de détresse et de sécurité et la liaison entre les navires, entre les navires et leurs compagnies, ainsi qu'entre les équipages ou les passagers à bord et les personnes à terre en utilisant des satellites,

RESOLUS, à cet effet, à fournir pour le bien des navires de tous les pays, en recourant à la technique de télécommunications spatiales la plus avancée et la plus appropriée, les moyens les plus efficaces et les plus économiques dans toute la mesure compatible avec l'utilisation la plus efficace et la plus équitable du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites de satellites,

RECONNAISSANT qu'un système maritime à satellites comprend aussi bien les stations terriennes mobiles et les stations terriennes à terre que le secteur spatial,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT

Article 1

Définitions

Aux fins de la présente Convention

a) l'expression "Accord d'exploitation" désigne l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT), y compris son Annexe;

b) le terme "Partie" désigne un Etat à l'égard duquel la présente Convention est entrée en vigueur;

c) le terme "Signataire" désigne soit une Partie, soit un organisme désigné conformément au paragraphe 3) de l'article 2, à l'égard de qui l'Accord d'exploitation est entré en vigueur;

d) l'expression "secteur spatial" désigne les satellites, ainsi que les installations et équipements de poursuite, de télémesure, de télécommande, de contrôle et de surveillance et les installations et équipements connexes, nécessaires au fonctionnnement de ces satellites;

e) l'expression "secteur spatial d'INMARSAT" désigne le secteur spatial dont INMARSAT est propriétaire ou locataire;

f) le terme "navire" désigne un bâtiment exploité en milieu marin de quelque type que ce soit et englobe, entre autres, les hydroptères, les aéroglisseurs, les engins submersibles, les engins flottants et les plates-formes non ancrées de manière permanente;

g) le terme "biens" comprend tout *élément à l'égard duquel un droit de propriété peut* être exercé, y compris tout droit contractuel.

Article 2

Création d'INMARSAT

1) L'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT), ci-après dénommée "l'Organisation", est créée par les présentes

2) L'Accord d'exploitation conclu conformément aux dispositions de la présente Convention est ouvert à la signature en même temps que celle-ci.

3) Chaque Partie signe l'Accord d'exploitation ou désigne un organisme compétent, public ou privé, soumis à la juridiction de cette Partie, qui signe l'Accord d'exploitation

4) Les administrations et organismes de télécommunications peuvent, en conformité avec le droit national applicable, négocier et conclure directement les accords de trafic appropriés portant sur l'utilisation qu'ils feront des installations de télécommunications fournies en vertu de la présente Convention et de l'Accord d'exploitation, ainsi que sur les services destinés au public, les installations, la répartition des recettes et les dispositions commerciales qui s'y rapportent.

Article 3

Objectif

1) L'objectif de l'Organisation est de mettre en place le secteur spatial nécessaire pour améliorer les communications maritimes, contribuant ainsi à améliorer les communications de détresse et les communications pour la sauvegarde de la vie humaine en mer ainsi que l'efficacité et la gestion des navires, les services maritimes de correspondance publique et les possibilités de radiorepérage

2) L'Organisation vise à desservir toutes les zones dans lesquelles le besoin de communications maritimes se fait sentir

3) L'Organisation exerce ses activités à des fins pacifiques exclusivement.

Article 4

Rapports entre une Partie et son organisme désigné

Lorsqu'un Signataire est un organisme désigné par une Partie

a) les rapports entre la Partie et le Signataire sont régis par le droit national applicable;

b) la Partie établit les directives et instructions appropriées et conformes à son droit national, pour faire en sorte que le Signataire s'acquitte de ses responsabilités;

c) la Partie est dégagée de toute obligation au titre de l'Accord d'exploitation Toutefois, la Partie veille à ce que le Signataire s'acquitte de ses obligations au sein de l'Organisation sans violer les engagements que la Partie a acceptés en vertu de la présente Convention ou d'accords internationaux connexes;

d) si le Signataire se retire ou s'il est mis fin à sa qualité de Membre, la Partie agit conformément aux dispositions du paragraphe 3) de l'article 29 ou du paragraphe 6) de l'article 30.

Article 5

Principes de financement et de gestion de l'Organisation

1) Le financement de l'Organisation est assuré par les contributions des Signataires. Chaque Signataire a, dans l'Organisation, un intérêt financier proportionnel à sa part d'investissement qui est déterminée conformément aux dispositions de l'Accord d'exploitation.

2) Chaque Signataire contribue aux besoins en capital de l'Organisation et reçoit le remboursement et la rémunération du capital conformément aux dispositions de l'Accord d'exploitation.

3) L'Organisation est gérée sur une saine base économique et financière, conformément aux principes agréés en matière commerciale.

Article 6

Mise en place du secteur spatial

L'Organisation peut être propriétaire ou locataire du secteur spatial

Article 7

Accès au secteur spatial

1) Le secteur spatial d'INMARSAT est ouvert aux navires de toutes les nations suivant des conditions à fixer par le Conseil. En fixant ces conditions, le Conseil ne doit pas discriminer entre navires pour des raisons de nationalité.

2) Le Conseil peut, dans chaque cas particulier, autoriser l'accès au secteur spatial d'INMARSAT de stations terriennes situées sur des structures exploitées en milieu marin, autres que les navires, à condition et tant que l'exploitation de ces stations terriennes n'entrave pas de façon sensible la fourniture de services aux navires.

3) Les stations terriennes à terre communiquant par le secteur spatial d'INMARSAT doivent être situées sur un territoire terrestre placé sous la juridiction d'une Partie et les Parties ou des organismes relevant de leur juridiction doivent en avoir l'entière propriété. Le Conseil peut autoriser une dérogation à cette règle s'il estime que ce serait dans l'intérêt de l'Organisation.

Article 8

Autres secteurs spatiaux

1) Les Parties notifient à l'Organisation, le cas échéant, qu'elles se proposent ou que toute personne relevant de leur juridiction se propose de prendre des dispositions pour utiliser ou mettre en service, individuellement ou conjointement, des installations d'un secteur spatial distinct pour répondre à certains des objectifs du secteur spatial d'INMARSAT, ou à tous ses objectifs, afin d'en garantir la compatibilité sur le plan technique avec le système INMARSAT et d'éviter que celui-ci ne subisse de préjudices économiques importants.

2) Le Conseil exprime ses vues sous la forme d une recommandation de caractère non obligatoire relative à la compatibilité technique et fait part de ses vues à l'Assemblée en ce qui concerne les préjudices économiques.

3) L'Assemblée exprime son opinion, sous forme de recommandations de caractère non obligatoire, dans un délai de neuf mois à compter de la date à laquelle la procédure prévue dans le présent article a été engagée. L'Assemblée peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.

4) Les notifications prévues au paragraphe 1), y compris la communication des renseignements techniques pertinents, et les consultations ultérieures avec l'Organisation tiennent compte des dispositions pertinentes du Règlement des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications

5) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à la mise en place, à l'acquisition, à l'utilisation ou à la poursuite de l'utilisation d'installations d'un secteur spatial distinct à des fins de sécurité nationale, ou qui avaient fait l'objet d'un contrat, qui avaient été mises en place, acquises ou utilisées avant l'entrée en vigueur de la présente Convention

Article 9

Structure

L'Organisation comprend les organes suivants

a) l'Assemblée;

b) le Conseil;

c) l'Organe directeur placé sous l'autorité d'un Directeur général

Article 10

Assemblée — Composition et réunions

1) L'Assemblée se compose de toutes les Parties

2) L'Assemblée se réunit tous les deux ans en session ordinaire Des sessions extraordinaires sont convoquées a la demande d'un tiers des Parties ou à la demande du Conseil

Article 11

Assemblée — Procédure

1) Chaque Partie dispose d'une voix à l'Assemblée

2) Toute décision portant sur des questions de fond est prise à la majorité des deux tiers et toute décision portant sur des points de procédure est prise à la majorité simple des Parties présentes et votantes Les Parties qui s'abstiennent au cours du vote sont considérées comme non votantes

3) Toute décision sur le point de savoir si une question donnée est une question de procédure ou de fond est prise par le Président. Cette décision peut être annulée par un vote à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes.

4) Pour toute réunion de l'Assemblée, le quorum est constitué par la majorité des Parties

Article 12

Assemblée — Fonctions

1) L'Assemblée a les fonctions suivantes

a) elle étudie et examine les activités, les buts, la politique générale et les objectifs à long terme de l'Organisation; elle exprime ses vues et présente des recommandations à ce sujet au Conseil;

b) elle veille à ce que les activités de l'Organisation soient compatibles avec la présente Convention et avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies ainsi qu'avec tout autre traité par lequel l'Organisation décide d'être liée;

c) elle autorise, sur recommandation du Conseil, la mise en place d'installations additionnelles du secteur spatial ayant pour objectif particulier ou primordial d'assurer des services de radiorepérage, de détresse ou de sécurité. Toutefois, les installations du secteur spatial mises en place pour assurer des services maritimes de correspondance publique peuvent être utilisées sans cette autorisation pour les télécommunications à des fins de détresse, de sécurité et de radiorepérage;

d) elle adopte les décisions qu'appellent d'autres recommandations du Conseil et exprime ses vues sur les rapports du Conseil;

e) elle élit quatre représentants au Conseil conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 1) de l'article 13;

f) elle decide des questions touchant aux rapports officiels entre i Organisation et les Etats, qu'ils soient Parties ou non, et les organisations internationales;

g) elle adopte les décisions concernant tout amendement à la présente Convention ou à l'Accord d'exploitation, respectivement en application des articles 34 de la Convention et XVIII de l'Accord d'exploitation;

h) elle étudie la question de savoir s'il y a lieu de mettre fin à la qualité de Membre conformément aux dispositions de l'article 30 et prend une décision à cet égard;

i) elle exerce toute autre fonction lui incombant en vertu de l'un quelconque des autres articles de la présente Convention ou de l'Accord d'exploitation

2) Dans l'exécution de ses fonctions, l'Assemblée tient compte de toutes recommandations pertinentes du Conseil

Article 13

Conseil — Composition

1) Le Conseil est composé de vingt-deux représentants des Signataires comme suit

a) dix huit représentants des Signataires ou groupes de Signataires non représentés par ailleurs étant convenus d'être représentés en tant que groupe, qui ont les parts d'investissement les plus élevées de l'Organisation Si un groupe de Signataires et un Signataire ont des parts d'investissement égales, ce dernier a priorité. Si, du fait que deux Signataires ou plus ont des parts d'investissement égales, le nombre de représentants au Conseil excède vingt-deux, ces Signataires sont néanmoins tous représentes à titre exceptionnel;

b) quatre représentants des Signataires non représentés par ailleurs au Conseil, élus par l'Assemblée, indépendamment de leurs parts d'investissement, de maniere à garantir le respect du principe d'une représentation géographique équitable, compte dûment tenu des intérêts des pays en voie de développement. Tout Signataire élu pour représenter une région géographique représente chaque Signataire de la région géographique qui est convenue d'être ainsi représentée et qui n'est pas représentée par ailleurs au Conseil. Une élection prend effet à compter de la première réunion du Conseil qui suit l'élection et reste valable jusqu'à la session ordinaire suivante de l'Assemblée.

2) L'insuffisance du nombre de représentants au Conseil, due à une vacance qui n'a pu être encore pourvue n'invalide pas la composition du Conseil

Article 14

Conseil — Procédure

1) Le Conseil se réunit aussi souvent qu'il peut être nécessaire à la bonne exécution de ses fonctions, mais au moins trois fois par an

2) Le Conseil s'efforce de prendre ses décisions à l'unanimité A défaut d'accord unanime, les décisions sont prises de la manière suivante : toute décision portant sur des questions de fond est prise à la majorité des représentants siégeant au Conseil, si cette majorité dispose au moins des deux tiers du total des voix pondérées de tous les Signataires et groupes de Signataires représentés au Conseil Toute décision portant sur des questions de procédure est

prise à la majorité simple des représentants présents et votants, chacun disposant d'une voix Tout différend sur le point de savoir si une question donnée est une question de procédure ou de fond fait l'objet d'une décision du Président du Conseil Cette décision peut être annulée par un vote à la majorité des deux tiers des représentants présents et votants, chacun disposant d'une voix. Le Conseil peut adopter une procédure de vote différente pour l'élection des membres de son bureau.

3) a) Chaque représentant dispose d'une pondération des voix équivalant à la part ou aux parts d'investissement qu'il représente. Toutefois, aucun representant ne peut utiliser, au nom d'un Signataire, plus de 25 p 100 du total des voix pondérées de l'Organisation, si ce n'est conformément aux dispositions prévues à l'alinéa b) iv) ci-dessous

b) Nonobstant les dispositions des paragraphes 9), 10) et 12) de l'article V de l'Accord d'exploitation,

i) si un Signataire représenté au Conseil a droit, en vertu de sa part d'investissement, à une pondération des voix excédant 25 p. 100 du total des voix pondérées de l'Organisation, il peut offrir aux autres Signataires une partie ou la totalité de sa part d'investissement qui excède lesdits 25 p. 100;

ii) les autres Signataires peuvent notifier à l'Organisation qu'ils sont disposés à accepter une partie ou la totalité de cette part d'investissement excedentaire Si le total des montants notifiés à l'Organisation n'excède pas le montant disponible pour répartition, le Conseil doit répartir ce dernier entre les Signataires conformément aux montants notifiés Si le total des montants notifiés excède le montant disponible pour répartition, le Conseil doit répartir ce dernier conformément aux modalités dont les Signataires ayant soumis une notification peuvent convenir, ou, faute d'un accord à cet égard, en proportion des montants notifiés;

iii) une telle répartition doit être faite par le Conseil au moment de chaque détermination des parts d'investissement effectuée conformément à l'article V de l'Accord d'exploitation. Aucune répartition ne doit porter la part d'investissement d'un quelconque des Signataires au-delà de 25 p. 100;

iv) dans la mesure où la part d'investissement du Signataire qui excède 25 p. 100 et qui est offerte pour répartition n'est pas répartie conformément à la procédure énoncée dans le présent paragraphe, la pondération des voix du représentant du Signataire peut excéder 25 p. 100.

c) Dans la mesure où un Signataire décide de ne pas offrir sa part d'investissement excédentaire aux autres Signataires, la pondération des voix correspondante de ce Signataire qui excède 25 p. 100 doit être répartie également entre tous les autres représentants au Conseil.

4) Pour toute réunion du Conseil, le quorum est constitué par la majorité des représentants siégeant au Conseil, si cette majorité représente au moins les deux tiers du total des voix pondérées de tous les Signataires et groupes de Signataires représentés au Conseil

Article 15

Conseil — Fonctions

Le Conseil est chargé, en tenant dûment compte des opinions et recommandations de l'Assemblée, de fournir le secteur spatial nécessaire pour réaliser les objectifs de l'Organisation de la façon la plus économique et la plus efficace conformément aux dispositions de la présente Convention et de l'Accord d'exploitation. Afin de s'acquitter de ces responsabilités, le Conseil a les pouvoirs nécessaires pour exercer toutes les fonctions appropriées, y compris les suivantes :

a) il détermine les besoins en matière de télécommunications maritimes par satellites et il adopte les politiques, les plans, les programmes, les procédures et les mesures concernant la conception, la mise au point, la construction, la mise en place, l'acquisition par voie d'achat ou de bail, l'exploitation, l'entretien et l'utilisation du secteur spatial d'INMARSAT, y compris la passation de marches en vue d'assurer tous services nécessaires de lancement afin de répondre à ces besoins;

b) il adopte et met en oeuvre des dispositions relatives à la gestion en application desquelles le Directeur Général devra passer des contrats pour l'exécution des fonctions techniques et d'exploitation lorsque l'Organisation y a avantage;

c) il adopte les critères et procédures d'approbation des stations terriennes à terre, de navire et de structure en milieu marin devant avoir accès au secteur spatial d'INMARSAT ainsi que de vérification et de surveillance du fonctionnement des stations terriennes qui ont accès à ce secteur et en font usage. Dans le cas des stations terriennes de navire, les critères doivent être suffisamment précis pour que les autorités nationales chargées de la délivrance des licences d'exploitation puissent les utiliser à leur gré, en vue de l'approbation par type;

d) il soumet des recommandations à l'Assemblée conformément aux dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 1) de l'article 12;

e) il soumet à l'Assemblée des rapports périodiques sur les activités de l'Organisation et notamment sur les questions financières;

f) il adopte les procédures et règles régissant la passation des marchés ainsi que les conditions des marchés et approuve ceux-ci conformément aux dispositions de la présente Convention et de l'Accord d'exploitation;

g) il adopte la politique à suivre en matière financière; il approuve le Règlement financier, le budget annuel et les états financiers annuels; il détermine périodiquement les redevances d'utilisation du secteur spatial d'INMARSAT et il prend des décisions concernant toutes autres questions financières, y compris les parts d'investissement et la limitation du capital, conformément aux dispositions de la présente Convention et de l'Accord d'exploitation;

h) il arrête les dispositions à prendre pour la consultation sur une base permanente d'organismes agréés par le Conseil comme représentant les propriétaires de navires, le personnel maritime et d'autres usagers des télécommunications maritimes;

i) il désigne un arbitre dans les cas où l'Organisation est partie à une procédure d'arbitrage;

j) il exerce toute autre fonction qui lui est conférée aux termes de l'un quelconque des autres articles de la présente Convention ou de l'Accord d'exploitation ainsi que toute autre fonction appropriée pour atteindre les buts de l'Organisation.

Article 16

Organe directeur

1) Le Directeur général est choisi par le Conseil parmi les candidats présentés par les Parties ou les Signataires par l'intermédiaire des Parties, sous réserve de confirmation par les Parties Le Dépositaire notifie immédiatement aux Parties la nomination du Directeur général. La nomination est confirmée, à moins que plus d'un tiers des Parties n'informent le Dépositaire par écrit, dans un délai de soixante jours à compter de la notificiation, qu'ils s'y opposent. Le Directeur général peut prendre ses fonctions dès qu'il a été procédé à sa nomination et en attendant que celle-ci soit confirmée

2) Le mandat du Directeur général est de six ans. Toutefois, le Conseil peut mettre fin aux fonctions du Directeur général de sa propre autorité Le Conseil rend compte à l'Assemblée des raisons qui ont motivé sa décision

3) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire et le représentant légal de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil et agit sous l'autorité de celui-ci

4) La structure, les effectifs et les conditions types d'emploi des fonctionnaires, employés, consultants et autres conseillers de l'Organe directeur sont approuvés par le Conseil.

5) *Le Directeur général nomme les membres de l'Organe directeur* La nomination des hauts fonctionnaires qui font directement rapport au Directeur général est approuvée par le Conseil

6) La considération dominante en matière de nomination du Directeur général et des autres fonctionnaires de l'Organe directeur doit être la nécessite d'assurer à l'Organisation les services de personnes qui possèdent les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité.

Article 17

Représentation aux réunions

Toutes les Parties et tous les Signataires qui sont en droit, en vertu de la présente Convention ou de l'Accord d'exploitation, d'assister et/ou de participer aux réunions de l'Organisation doivent être autorisés à assister et/ou à participer à ces réunions ainsi qu'à toute autre réunion tenue sous les auspices de l'Organisation, indépendamment du lieu où elles se tiennent. Les dispositions arrêtées avec le pays hôte doivent être compatibles avec ces obligations.

Article 18

Dépenses afférentes aux réunions

1) Chaque Partie, ainsi que chaque Signataire, fait face à ses propres frais de représentation lors des réunions de l'Organisation

2) Les dépenses afférentes à ces réunions sont considérées comme faisant partie des dépenses administratives de l'Organisation; toutefois, l'Organisation ne tient aucune réunion hors du siège, à moins que l'hôte éventuel n'accepte d'assumer les dépenses supplémentaires en cause

Article 19

Fixation des redevances d'utilisation

1) Le Conseil fixe les unités de mesure applicables aux diverses catégories d'utilisation du secteur spatial d'INMARSAT et fixe les taux des redevances d'utilisation dudit secteur. Ces redevances ont pour but de procurer à l'Organisation des recettes suffisantes pour couvrir ses dépenses d'exploitation, d'entretien et d'administration, pour constituer le fonds de roulement que le Conseil peut juger nécessaire, pour amortir les investissement effectués par les Signataires et pour verser les sommes dues au titre de la rémunération du capital conformément aux dispositions de l'Accord d'exploitation.

2) Les mêmes taux de redevances d'utilisation sont applicables à tous les Signataires pour chaque catégorie d'utilisation

3) Pour les organismes autres que les Signataires, qui sont autorisés à utiliser le secteur spatial d'INMARSAT conformément aux dispositions de l'article 7, le Conseil peut fixer des taux de redevances d'utilisation différents de ceux qui sont applicables aux Signataires. Les mêmes taux sont applicables aux organismes susvisés pour chaque catégorie d'utilisation.

Article 20

Passation des marchés

1) La politique du Conseil en matière de passation des marchés est de nature à encourager, dans l'intérêt de l'Organisation, une concurrence à l'échelle mondiale dans la fourniture des biens et des services. A cette fin :

a) les biens et les prestations de services nécessaires à l'Organisation, qu'il s'agisse d'un achat ou d'un bail, sont obtenus par attribution de contrats, à la suite d'appels d'offres internationaux publics;

b) les contrats sont attribués aux soumissionnaires qui offrent la meilleure conjugaison de qualité et de prix et des délais de livraison optimaux;

c) s'il existe plusieurs offres qui présentent des conjugaisons comparables de qualité et de prix et des délais de livraison optimaux, le Conseil attribue le contrat de manière à donner effet à la politique de passation des marchés exposée ci-dessus.

2) Dans les cas suivants, il peut y avoir dispense de recourir aux appels d'offres internationaux publics, conformément aux procédures adoptées par le Conseil, à condition que, ce faisant, le Conseil encourage, conformément aux intérêts de l'Organisation, une concurrence à l'échelle mondiale dans la fourniture des biens et des services :

a) la valeur estimative du contrat ne dépasse pas 50 000 dollars des Etats-Unis et, par suite de l'application d'une telle dispense, l'attribution du contrat ne met pas le contractant dans une position telle qu'elle porte atteinte ultérieurement à l'exécution effective par le Conseil de la politique de passation des marchés exposée ci-dessus. Dans la mesure où des fluctuations des prix mondiaux reflétées dans les indices de prix pertinents le justifient, le Conseil peut réviser la limite financière;

b) la passation d'un marché est requise d'urgence pour faire face à une situation exceptionnelle;

c) il existe une seule source d'approvisionnement répondant aux spécifications nécessaires pour faire face aux besoins de l'Organisation, ou le nombre des sources d'approvisionnement est si limité qu'il ne serait ni possible ni de l'intérêt de l'Organisation d'engager les dépenses et de consacrer le temps nécessaire au lancement d'un appel d'offre international public, sous réserve qu'au cas où il existerait plus d'une source d'approvisionnement, elles aient la possibilité de présenter des soumissions sur un pied d'égalité;

d) les besoins sont d'une nature administrative telle qu'il ne serait ni pratique ni possible de recourir à la procédure des appels d'offres internationaux publics;

e) la passation d'un marché est destinée à des prestations de services en personnel

Article 21

Inventions et renseignements techniques

1) Dans le cadre de tous travaux effectués par elle ou en son nom et à ses frais, l'Organisation acquiert sur les inventions et renseignements techniques les droits nécessaires dans l'intérêt commun de l'Organisation et des Signataires en tant que tels, et uniquement ces droits. Dans le cas de travaux effectués sous contrat, ces droits sont obtenus à titre non exclusif.

2) Aux fins du paragraphe 1), l'Organisation, tenant compte de ses principes et de ses objectifs ainsi que des pratiques industrielles généralement admises, s'assure pour elle-même, dans le cadre des travaux comportant une part importante d'étude, de recherche ou de mise au point :

a) le droit d'avoir communication sans redevance de toutes les inventions et de tous les renseignements techniques résultant de ces travaux;

b) le droit de communiquer et de faire communiquer ces inventions et ces renseignements techniques aux Parties, aux Signataires et à toutes autres personnes relevant de la juridiction de toute Partie, ainsi que le droit d'utiliser, d'autoriser ou de faire autoriser des Parties, des Signataires et de telles autres personnes à utiliser ces inventions et renseignements techniques sans redevance relativement au secteur spatial d'INMARSAT et à toute station terrienne à terre ou de navire fonctionnant en liaison avec celui-ci.

3) Dans le cas de travaux effectués sous contrat, le contractant conserve la propriété des droits aux inventions et renseignements techniques résultant de ce contrat

4) L'Organisation s'assure également pour elle-même le droit, selon des modalités et à des conditions équitables et raisonnables, d'utiliser et de faire utiliser les inventions et les renseignements techniques directement utilisés dans l'exécution de travaux effectués en son nom mais non compris parmi ceux envisagés au paragraphe 2), dans la mesure où cette utilisation est nécessaire à la reconstitution ou à la modification de tout produit effectivement livré en vertu d'un contrat financé par l'Organisation et dans la mesure où la personne qui a exécuté ces travaux est habilitée à accorder ces droits.

5) Le Conseil peut, dans des cas particuliers, accorder une dérogation aux principes stipulés à l'alinéa b) du paragraphe 2) et au paragraphe 4) lorsque, au cours des négociations, il est démontré au Conseil que l'absence d'une telle dérogation nuirait à l'intérêt de l'Organisation.

6) Le Conseil peut également, dans des cas particuliers, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, accorder une dérogation au principe stipulé au paragraphe 3) lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

a) quand il est démontré au Conseil que l'absence d'une telle dérogation nuirait à l'intérêt de l'Organisation;

b) quand le Conseil décide que l'Organisation doit être en mesure de s'assurer que les brevets sont protégés dans tout pays;

c) lorsque et dans la mesure où le contractant n'est ni à même ni désireux d'assurer une telle protection pendant la durée requise.

7) En ce qui concerne les inventions et renseignements techniques sur lesquels elle a acquis des droits autrement qu'en vertu du paragraphe 2), l'Organisation, dans la mesure où elle est habilitée à le faire, doit sur demande :

a) communiquer ou faire communiquer lesdites inventions et lesdits renseignements techniques à toute Partie ou à tout Signataire, sous réserve du remboursement de tout paiement effectué par elle ou exigé d'elle dans l'exercice dudit droit de communication;

b) faire bénéficier toute Partie ou tout Signataire du droit de communiquer ou de faire communiquer lesdites inventions et lesdits renseignements techniques à toutes autres personnes relevant de la juridiction de toute Partie ainsi que le droit de les utiliser et d'autoriser ou de faire autoriser ces personnes à les utiliser :

i) sans redevance relativement au secteur spatial d'INMARSAT ou à toute autre station terrienne à terre ou de navire fonctionnant en liaison avec celui-ci;

ii) à toute autre fin, selon des modalités et à des conditions équitables et raisonnables définies entre les Signataires ou d'autres personnes relevant de la juridiction de toute Partie et l'Organisation ou le propriétaire desdites inventions et desdits renseignements techniques ou tous autres organismes ou personnes autorisés ayant une part de la propriété desdites inventions et desdits renseignements techniques et sous réserve du remboursement de tout paiement effectué par l'Organisation ou exigé d'elle dans l'exercice desdits droits.

8) La communication et l'utilisation de toutes les inventions et de tous les renseignements techniques sur lesquels l'Organisation a acquis tous droits s'effectuent, de par leurs modalités et conditions, sans discrimination à l'égard de tous les Signataires ou d'autres personnes relevant de la juridiction de toute Partie

9) Aucune des dispositions du présent article ne saurait empêcher l'Organisation de passer, si cela est souhaitable, des marchés avec des personnes assujetties aux lois et règlements nationaux relatifs à la communication de renseignements techniques

Article 22

Responsabilité

Une Partie n'est pas responsable en tant que telle des actes et obligations de l'Organisation si ce n'est dans ses relations avec des non-Parties ou avec les personnes physiques ou morales qu'elle représente et uniquement dans la mesure où cette responsabilité peut découler de traités en vigueur entre la Partie et la non-Partie intéressée Toutefois, les dispositions qui précèdent n'interdisent pas à une Partie qui est tenue, en vertu d'un tel traité, d'indemniser une non-Partie ou une personne physique ou morale qu'elle représente d'invoquer les droits pouvant découler dudit traité à l'égard de toute autre Partie.

Article 23

Coûts exclus

Les impôts sur le revenu au titre des sommes versées par l'Organisation à tout Signataire ne font pas partie des dépenses de l'Organisation.

Article 24

Vérification des comptes

Les comptes de l'Organisation sont vérifiés chaque année par un Commissaire aux comptes indépendant nommé par le Conseil Toute Partie ou tout Signataire a droit d'accès aux comptes de l'Organisation

Article 25

Personnalité juridique

L'Organisation a la personnalité juridique; elle est, en outre, responsable de ses actes et de ses obligations. Aux fins de l'exercice des fonctions qui lui incombent, elle peut notamment passer des contrats, acquérir, prendre à bail, détenir et céder des biens meubles et immeubles ainsi qu'ester en justice et conclure des accords avec des Etats ou des organisations internationales.

Article 26

Privilèges et immunités

1) Dans le cadre des activités autorisées par la présente Convention, l'Organisation et ses biens sont exonérés, par tous les Etats Parties à la Convention, de tout impôt national sur le revenu et impôt direct national sur les biens et de tous droits de douane sur les satellites de télécommunications ainsi que sur les éléments et les pièces desdits satellites qui doivent être lancés en vue de leur utilisation dans le secteur spatial d'INMARSAT Chaque Partie s'engage à agir au mieux pour faire accorder, conformément à la procédure nationale applicable, toutes autres exonérations d'impôts sur les revenus et d'impôts directs sur les biens, ainsi que des droits de douane, jugées souhaitables, en gardant présent à l'esprit le caractère spécifique de l'Organisation.

2) Tous les Signataires agissant en cette qualité, à l'exception du Signataire désigné par la Partie sur le territoire de laquelle le siège est situé, sont exonérés de l'impôt national sur le revenu au titre des sommes versées par l'Organisation dans le territoire de ladite Partie

3) a) Aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la présente Convention, l'Organisation conclut avec toute Partie dans le territoire de laquelle elle établit son siège, d'autres bureaux ou d'autres installations, un accord qui sera négocié par le Conseil et approuvé par l'Assemblée, relatif aux privilèges et immunités de l'Organisation, de son Directeur général, de son personnel, des experts exécutant des missions pour l'Organisation et des représentants des Parties et Signataires pendant qu'ils se trouvent sur le territoire du Gouvernement hôte dans le but d'exercer leurs fonctions.

b) Cet accord est indépendant de la présente Convention et cesse d'avoir effet par accord entre le Gouvernement hôte et l'Organisation, ou si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire du Gouvernement hôte.

4) Aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la présente Convention, toutes les Parties autres que celles ayant conclu un accord conformément au paragraphe 3) concluent un Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation, de son Directeur général, de son personnel, des experts exécutant des missions pour l'Organisation et des représentants des Parties et Signataires pendant qu'ils se trouvent sur le territoire des Parties dans le but d'exercer leurs fonctions. Ce Protocole est indépendant de la présente Convention et stipule les conditions dans lesquelles il cesse d'avoir effet.

Article 27

Relations avec les autres organisations internationales

L'Organisation collabore avec l'Organisation des Nations Unies, ses organes qui traitent des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de l'océan et ses institutions spécialisées, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, sur les questions d'intérêt commun. L'Organisation tient compte notamment des résolutions et des recommandations pertinentes de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. L'Organisation respecte les dispositions pertinentes de la Convention internationale des télécommunications et les règles qui en découlent et tient compte, lors de la conception, de la mise au point, de la construction et de la mise en place du secteur spatial d'INMARSAT, ainsi que dans les procédures établies en vue de réglementer l'exploitation du secteur spatial d'INMARSAT et des stations terriennes, des résolutions, des recommandations et des procédures pertinentes adoptées par les organes de l'Union internationale des télécommunications.

Article 28

Notification à l'Union internationale des télécommunications

A la demande de l'Organisation, la Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège de l'Organisation coordonne les fréquences à utiliser pour le secteur spatial et, au nom de chaque Partie qui y consent, notifie à l'Union internationale des télécommunications les fréquences à utiliser à cette fin et lui communique d'autres renseignements, ainsi qu'il est prévu dans le Règlement des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications.

Article 29

Retrait

1) Toute Partie ou tout Signataire peuvent, par notification écrite adressée au Dépositaire, se retirer volontairement de l'Organisation à tout moment. Lorsqu'il a été décidé en vertu de la législation nationale applicable qu'un Signataire peut se retirer, le retrait du Signataire est notifié par écrit au Dépositaire par la Partie qui l'a désigné et la notification emporte acceptation du retrait par la Partie. Le retrait d'une Partie, agissant en cette qualité, entraîne le retrait simultané de tout Signataire désigné par la Partie ou de la Partie en sa qualité de Signataire, selon le cas.

2) Dès la réception par le Dépositaire de la notification d'une décision de retrait, la Partie qui la notifie et tout Signataire qu'elle a désigné, ou le Signataire pour le compte duquel la notification est donnée, selon le cas, cessent d'avoir tout droit de représentation et de vote au sein des organes de l'Organisation quels qu'ils soient, et ils n'acquièrent aucune obligation après réception de la notification. Le Signataire qui se retire reste toutefois tenu, à moins que le Conseil n'en décide autrement en application de l'article XIII de l'Accord d'exploitation, de verser sa part des contributions au capital nécessaires pour faire face aux engagements contractuels expressément autorisés par l'Organisation avant la réception de la notification et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé ladite réception. Sauf en ce qui concerne ces contributions au capital et les dispositions de l'article 31 de la présente Convention et de l'article XVI de l'Accord d'exploitation, le retrait prend effet, et la présente Convention et/ou l'Accord d'exploitation cessent d'être en vigueur à l'égard de la Partie et/ou du Signataire qui se retire, trois mois après la date de réception par le Dépositaire de la notification mentionnée au paragraphe 1).

3) Si un Signataire se retire, la Partie qui l'a désigné désigne, avant la date à laquelle le retrait prend effet et à compter de cette date, un nouveau Signataire ou assume la qualité de Signataire, conformément aux dispositions du paragraphe 4) du présent article, ou se retire. Si, à cette date, la Partie n'a pris aucune mesure à cet effet, elle est considérée comme s'étant retirée à compter de cette même date. Tout nouveau Signataire assume toutes les obligations non satisfaites du Signataire précédent en ce qui concerne les contributions au capital et l'obligation de verser sa quote-part des contributions au capital nécessaires pour faire face aux engagements contractuels expressément autorisés par l'Organisation après la date de la réception de la notification et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont suivi cette date.

4) Si, pour quelque raison que ce soit, une Partie désire se substituer au Signataire qu'elle a désigné, ou désire désigner un nouveau Signataire, elle doit notifier par écrit sa décision au Dépositaire. L'Accord d'exploitation entre en vigueur à l'égard du nouveau Signataire et cesse de l'être à l'égard du Signataire précédent dès que le nouveau Signataire assume toutes les obligations non satisfaites du Signataire précédent, telles qu'elles sont spécifiées dans la dernière phrase du paragraphe 3), et signe l'Accord d'exploitation.

Article 30

Suspension et retrait obligatoire

1) Un an au moins après la date à laquelle l'Organe directeur a reçu une notification écrite l'informant qu'apparemment une Partie a manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes de la présente Convention, l'Assemblée, après avoir examiné toute observation présentée par ladite Partie, peut décider, si elle constate qu'il y a eu effectivement manquement à une obligation et que ce manquement compromet le bon fonctionnement de l'Organisation, que la Partie n'est plus Membre de l'Organisation. La Convention cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie considérée à partir de la date de cette décision ou de toute autre date ultérieure que l'Assemblée peut fixer. L'Assemblée peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin. Le retrait obligatoire entraîne le retrait simultané de tout Signataire désigné par la Partie ou de la Partie en sa qualité de Signataire, selon le cas. L'Accord d'exploitation cesse d'être en vigueur à l'égard du Signataire à la date à laquelle la présente Convention cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie intéressée, sauf en ce qui concerne les contributions au capital nécessaires pour faire face aux engagements contractuels expressément autorisés par l'Organisation avant ce retrait et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé celui-ci, et sauf en ce qui concerne les dispositions de l'article 31 de la présente Convention et de l'article XVI de l'Accord d'exploitation.

2) Si un Signataire, agissant en cette qualité, manque à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes de la présente Convention ou de l'Accord d'exploitation, autres que les obligations imposées par le paragraphe 1) de l'article III de l'Accord d'exploitation, et s'il n'a pas remédié audit manquement dans les trois mois qui suivent la notification écrite qui lui est faite d'une résolution du Conseil prenant note dudit manquement, le Conseil peut, après examen des observations présentées par le Signataire et, le cas échéant, par la Partie intéressée, suspendre les droits du Signataire défaillant. Si, à l'issue d'un délai supplémentaire de trois mois et après examen des observations présentées par le Signataire et, le cas échéant, par la Partie, le Conseil constate qu'il n'a pas été remédié audit manquement, l'Assemblée peut décider, sur la recommandation du Conseil, de retirer au Signataire la qualité de Membre. Le retrait prend effet à la date de cette décision et l'Accord d'exploitation cesse d'être en vigueur à l'égard du Signataire à compter de cette date.

3) Si un Signataire omet de payer toute somme dont il est redevable conformément au paragraphe 1) de l'article III de l'Accord d'exploitation, dans les quatre mois qui suivent l'échéance, les droits du Signataire en vertu de la présente Convention et de l'Accord d'exploitation sont automatiquement suspendus. Si, dans les trois mois qui suivent la suspension, le Signataire n'a pas versé toutes les sommes dues ou si la Partie qui l'a désigné n'a pas effectué une substitution conformément au paragraphe 4) de l'article 29, le Conseil, après examen de toute observation présentée par le Signataire ou par la Partie qui l'a désigné, peut décider de retirer au Signataire sa qualité de Membre. A compter de la date de la décision, l'Accord d'exploitation cesse d'être en vigueur à l'égard du Signataire

4) Pendant la période de suspension des droits d'un Signataire en vertu des paragraphes 2) ou 3), le Signataire continue d'assumer toute obligation d'un Signataire découlant de la présente Convention et de l'Accord d'exploitation.

5) Un Signataire n'assume aucune obligation après qu'on lui a retiré la qualité de Membre, sous réserve de l'obligation qui lui revient de verser sa part des contributions au capital nécessaires pour faire face aux engagements contractuels expressément autorisés avant qu'on lui ait retiré la qualité de Membre et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé ce retrait, et sauf en ce qui concerne les dispositions de l'article 31 de la présente Convention et de l'article XVI de l'Accord d'exploitation.

6) Si l'on retire la qualité de Membre à un Signataire, la Partie qui l'a désigné désigne un nouveau Signataire ou assume la qualité de Signataire, conformément aux dispositions du paragraphe 4) de l'article 29, ou se retire dans un délai de trois mois à partir de la date de ce retrait et à compter de cette date. Si, à l'expiration de ce délai, la Partie n'a pris aucune mesure à cet effet, elle est considérée comme s'étant retirée à la date du retrait et la présente Convention cesse d'être en vigueur à son égard à compter de cette date.

7) Chaque fois que la présente Convention cesse d'être en vigueur à l'égard d'une Partie, tout règlement financier entre l'Organisation et tout Signataire désigné par cette Partie ou la Partie en sa qualité de Signataire doit être effectué conformément aux dispositions de l'article XIII de l'Accord d'exploitation.

Article 31

Reglement des différends

1) Tout différend entre des Parties, ou entre des Parties et l'Organisation, ayant trait aux droits et obligations découlant de la présente Convention doit être réglé par voie de négociation entre les parties intéressées. Si, dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle l'une quelconque des parties a demandé un règlement, celui-ci n'est pas intervenu, et si les parties au différend n'ont pas accepté de soumettre le différend à la Cour internationale de Justice ou n'ont pas approuvé une autre procédure de règlement, le différend peut, si les parties y consentent, être soumis à l'arbitrage conformément à l'Annexe de la présente Convention. Une décision arbitrale au sujet d'un différend entre Parties, ou entre Parties et l'Organisation, ne saurait porter atteinte à une décision prise par l'Assemblée en application du paragraphe 1) de l'article 30, aux termes de laquelle la Convention cesse d'être en vigueur pour une Partie.

2) A moins qu'il n'en soit convenu autrement, tout différend survenant entre l'Organisation et une ou plusieurs Parties en vertu d'accords qui les lient est, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à l'arbitrage conformément à l'Annexe de la présente Convention, s'il n'a pas été résolu par voie de négociation dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle l'une quelconque des parties a demandé un règlement.

3) Tout différend entre une ou plusieurs Parties et un ou plusieurs Signataires, agissant en cette qualité, au sujet des droits et obligations découlant de la présente Convention ou de l'Accord d'exploitation peut être soumis à l'arbitrage conformément à l'Annexe de la présente Convention, à condition que la Partie ou les Parties et le Signataire ou les Signataires en cause y consentent.

4) Les dispositions du présent article continuent de s'appliquer à une Partie ou à un Signataire qui ont cessé de l'être en ce qui concerne les différends relatifs aux droits et obligations découlant du fait qu'ils ont eté Partie ou Signataire de la présente Convention.

Article 32

Signature et ratification

1) *La présente Convention reste ouverte à la signature à Londres jusqu'à son entrée en* vigueur; elle demeure ensuite ouverte à l'adhésion. Tous les Etats peuvent devenir Parties à la présente Convention par :

a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou

b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

c) adhésion

2) *La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt de* l'instrument approprié auprès du Dépositaire

3) Lorsqu'il devient Partie à la présente Convention ou à tout moment après cette date, un Etat peut faire connaître, par notification écrite adressée au Dépositaire, quels sont les registres maritimes relevant de son autorité et les stations terriennes à terre placées sous sa juridiction auxquels la Convention s'applique.

4) Aucun Etat ne devient Partie à la présente Convention avant d'avoir signé l'Accord d'exploitation ou avant que l'organisme qu'il a désigné n'ait signé ledit Accord

5) Il ne peut être formulé de réserves à la présente Convention ou à l Accord d'exploitation

Article 33

Entrée en vigueur

1) La présente Convention entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle des Etats représentant 95 p. 100 des parts d'investissement initiales sont devenus Parties à la Convention.

2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), si la présente Convention n'est pas entrée en vigueur dans un délai de trente-six mois après la date à laquelle elle a été ouverte à la signature, elle n'entre pas en vigueur

3) Pour un Etat qui a déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation de la présente Convention ou d'adhésion à celle-ci après la date de son entrée en vigueur, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prend effet à la date du dépôt de l'instrument.

Article 34

Amendements

1) Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention. Les projets d'amendements sont soumis à l'Organe directeur qui en informe les autres Parties et les autres Signataires. *Un préavis de trois mois doit s'écouler avant que le projet d'amendement* ne soit examiné par le Conseil qui saisit l'Assemblée de ses vues dans un délai de six mois après la date de diffusion du projet. L'Assemblée n'étudie le projet qu'à l'issue d'un délai de six mois en tenant compte des vues exprimées par le Conseil. L'Assemblée peut, dans un cas particulier, réduire la durée de cette période par une décision prise conformément à la *procédure prévue pour les questions de fond.*

2) S'il est adopté par l'Assemblée, l'amendement entre en vigueur cent vingt jours après réception par le Dépositaire de la notification d'acceptation de cet amendement par les deux tiers des Etats qui, à la date de son adoption par l'Assemblée, étaient des Parties et *représentaient au moins les deux tiers du total des parts d'investissement.* Lorsqu'il entre en vigueur, l'amendement devient obligatoire pour toutes les Parties et tous les Signataires, y compris ceux qui ne l'ont pas accepté.

Article 35

Dépositaire

1) Le Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime est le Dépositaire de la presente Convention

2) Le Dépositaire informe au plus tôt tous les Etats qui signent la Convention ou qui y adhèrent et tous les Signataires :

a) de toute signature de la Convention;

b) du dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

c) de l'entrée en vigueur de la Convention;

d) de l'adoption de tout amendement à la Convention et de son entrée en vigueur;

e) de toute notification de retrait;

f) de toute suspension et de tout retrait obligatoire;

g) des autres notifications et communications ayant trait à la présente Convention

3) Lors de l'entrée en vigueur de la Convention, le Dépositaire en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement et publication, conformément aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention. *

FAIT A LONDRES ce trois septembre mil neuf cent soixante-seize en langues anglaise, espagnole, française et russe, tous les textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui est déposé auprès du Dépositaire qui en adresse une copie certifiée conforme au Gouvernement de chacun des Etats qui ont été invités à participer à la Conférence internationale sur la création d'un système maritime international à satellites et au Gouvernement de tout autre Etat qui signe la Convention ou qui y adhère.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
FORLANI

* *La liste des signatures n'est pas reproduite*

ANNEXE

PROCEDURES A SUIVRE POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS VISES A L'ARTICLE 31 DE LA CONVENTION ET A L'ARTICLE XVI DE L'ACCORD D'EXPLOITATION

Article 1

Les différends susceptibles de règlement en application de l'article 31 de la Convention ou de l'article XVI de l'Accord d'exploitation sont soumis à un tribunal arbitral composé de trois membres

Article 2

Tout demandeur ou groupe de demandeurs qui désire soumettre un différend à l'arbitrage adresse à chaque défendeur et à l'Organe directeur un dossier contenant :

a) une description complète du différend, les raisons pour lesquelles chaque défendeur est requis de participer a l'arbitrage et les mesures demandées;

b) les raisons pour lesquelles l'objet du différend relève de la compétence du tribunal et les raisons pour lesquelles ce tribunal peut faire droit à la demande présentée s'il se prononce en faveur de la partie demanderesse;

c) un exposé expliquant pourquoi la partie demanderesse n'a pu régler le différend à l'amiable ou par des moyens autres que l'arbitrage;

d) la preuve de l'accord ou du consentement des parties lorsque celui-ci est une condition de recours à la procédure d'arbitrage;

e) le nom de la personne désignée par la partie demanderesse pour siéger au tribunal

L'Organe directeur distribue sans délai un examplaire du dossier à chacune des Parties et à chacun des Signataires

Article 3

1) Dans les soixante jours qui suivent la date de réception des exemplaires du dossier visé à l'article 2 par tous les défendeurs, ceux-ci désignent collectivement une personne pour sieger au tribunal. Dans le même délai, les défendeurs peuvent, conjointement ou individuellement, fournir à chaque partie et à l'Organe directeur un document contenant leur réponse, individuelle ou collective, aux exposés visés à l'article 2, et comprenant toute demande reconventionnelle découlant de l'objet du différend

2) Dans les trente jours qui suivent leur désignation, les deux membres du tribunal s'entendent pour choisir un troisième arbitre. Celui-ci n'a pas la même nationalité qu'une partie au différend, ne réside pas sur le territoire de l'une des parties et n'est au service d'aucune d'entre elles.

3) Si l'une ou l'autre partie omet de désigner un arbitre dans les délais prévus ou si le troisième arbitre n'est pas nommé dans les délais prévus, le Président de la Cour internationale de Justice ou, s'il en est empêché ou a la même nationalité qu'une partie au différend, le Vice-président ou, s'il en est empêché ou a la même nationalité qu'une partie, le juge le plus ancien qui n'a pas la même nationalité que l'une quelconque des parties au différend peut, sur la demande de l'une ou l'autre partie, nommer un arbitre ou des arbitres, selon les cas.

4) Le troisième arbitre assume les fonctions de président du tribunal

5) Le tribunal est constitué dès la nomination de son président

Article 4

1) Lorsqu'il se produit une vacance au sein du tribunal pour des raisons que le président ou les membres du tribunal restés en fonctions estiment indépendantes de la volonté des parties ou compatibles avec le bon déroulement de la procédure d'arbitrage, le siège vacant est pourvu conformément aux dispositions suivantes :

a) si la vacance résulte du retrait d un membre nommé par une partie, celle-ci choisit un remplaçant dans les dix jours qui suivent la vacance;

b) si la vacance résulte du retrait du président ou d'un autre membre nommé conformément aux dispositions du paragraphe 3) de l'article 3, un remplaçant est choisi selon les modalités prévues respectivement aux paragraphes 2) et 3) de l'article 3

2) Si une vacance se produit au sein du tribunal pour toute autre raison ou s'il n'est pas pourvu à un siège devenu vacant dans les conditions prévues au paragraphe 1), les membres du tribunal restés en fonctions peuvent, à la demande de l'une des parties, continuer la procédure et statuer.

Article 5

1) Le tribunal décide de la date et du lieu de ses séances

2) Les débats ont lieu à huis clos et tous les documents et pièces présentés au tribunal sont confidentiels. Toutefois, peuvent assister aux débats et avoir communication de tous documents et pièces présentés, l'Organisation et toute Partie ayant désigné un Signataire qui est partie au différend. Lorsque l'Organisation est partie à la procédure, toutes les Parties et tous les Signataires peuvent y assister et avoir communication de tous documents et pièces présentés.

3) En cas de désaccord au sujet de la compétence du tribunal, le tribunal examine cette question en priorité.

4) La procédure se déroule par écrit et chaque partie est habilitée à présenter des preuves écrites à l'appui de son argumentation en fait et en droit. Toutefois, si le tribunal le juge opportun, des arguments peuvent être présentés verbalement et des témoins entendus.

5) La procédure commence par la présentation du mémoire de la partie demanderesse, qui contient ses arguments, les faits s'y rapportant avec preuves a l'appui et les principes juridiques invoqués. Le mémoire de la partie demanderesse est suivi du contre-mémoire de la partie défenderesse. La partie demanderesse peut présenter une réplique au contre-mémoire de la partie défenderesse, qui peut présenter une contre-réplique. Des plaidoiries additionnelles ne sont présentées que si le tribunal l'estime nécessaire

6) Le tribunal connaît des demandes reconventionnelles découlant directement de l'objet du différend et statue sur ces demandes, si elles relèvent de sa compétence telle que définie à l'article 31 de la Convention et à l'article XVI de l'Accord d'exploitation.

7) Si, au cours de la procédure, les parties parviennent à un accord, le tribunal consigne celui-ci sous forme d'une décision rendue avec le consentement des parties

8) A tout moment de la procédure, le tribunal peut clore celle-ci s'il décide que le différend dépasse les limites de sa compétence telle que définie a l'article 31 de la Convention et à l'article XVI de l'Accord d'exploitation

9) Les délibérations du tribunal sont secrètes

10) Les décisions du tribunal sont rendues et motivées par écrit. Elles doivent être approuvées par au moins deux membres du tribunal. Un membre en désaccord avec la décision rendue peut présenter son opinion par écrit séparément.

11) Le tribunal communique sa décision à l'Organe directeur qui la fait connaître à toutes les Parties et à tous les Signataires

12) Le tribunal peut adopter les règles de procédure complémentaires nécessaires au déroulement de l'arbitrage; ces règles doivent être compatibles avec celles qui sont établies par la présente Annexe.

Article 6

Si une partie n'agit pas, l'autre partie peut demander au tribunal de se prononcer sur la base du mémoire qu'elle a présenté. Avant de statuer, le tribunal s'assure que l'affaire relève de sa compétence et qu'elle est fondée en fait et en droit

Article 7

1) Toute Partie dont le Signataire désigné est partie à un différend a le droit d'intervenir et de devenir elle aussi partie à l'affaire. Cette intervention doit être notifiée par écrit au tribunal et aux autres parties au différend.

2) Toute autre Partie, tout Signataire ou l'Organisation peut demander au tribunal l'autorisation d'intervenir et de devenir également partie au différend. Le tribunal fait droit à la demande s'il établit que le demandeur a un intérêt fondamental dans l'affaire.

Article 8

Le tribunal peut nommer des experts pour l'assister, à la demande d'une partie au différend ou de sa propre initiative

Article 9

Chaque Partie, chaque Signataire et l'Organisation fournissent tous les renseignements que le tribunal, à la demande d'une partie au différend ou de sa propre initiative, juge nécessaires au déroulement de la procédure et au règlement du différend

Article 10

En attendant de statuer, le tribunal peut indiquer toutes mesures conservatoires qu'il juge nécessaires pour sauvegarder les droits respectifs des parties au différend

Article 11

1) La décision du tribunal, prise en conformité du droit international, est fondée sur :

a) la Convention et l'Accord d'exploitation;

b) les principes de droit généralement admis

2) La décision du tribunal, y compris tout règlement à l'amiable entre les parties au différend en application du paragraphe 7) de l'article 5 de la présente Annexe, a force obligatoire pour toutes les parties qui doivent s'y conformer de bonne foi. Lorsque l'Organisation est partie à un différend et que le tribunal juge qu'une décision prise par un quelconque organe de l'Organisation est nulle et non avenue parce qu'elle n'est autorisée ni par la Convention, ni par l'Accord d'exploitation ou parce qu'elle n'est pas conforme à ces derniers, la décision du tribunal a force obligatoire pour toutes les Parties et tous les Signataires.

3) Si un désaccord intervient sur la signification ou la portée de la décision, le tribunal qui l'a rendue l'interprète à la demande de toute partie au différend

Article 12

A moins que le tribunal n'en décide autrement en raison de circonstances particulières à l'affaire, les dépens du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont répartis de façon égale de part et d'autre. Lorsqu'il y a plus d'un demandeur ou plus d'un défendeur, le tribunal répartit les dépens qui leur incombent entre demandeurs ou défendeurs. Lorsque l'Organisation est partie à un différend, les dépens afférents à l'arbitrage qui lui incombent sont considérés comme une dépense administrative de l'Organisation

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
FORLANI

ACCORD D'EXPLOITATION RELATIF A L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS MARITIMES PAR SATELLITES (INMARSAT)

LES SIGNATAIRES DU PRESENT ACCORD D'EXPLOITATION,

CONSIDERANT que les Etats Parties à la Convention portant création de l'Organisation internationale de telécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) s'engagent dans cette convention à signer le présent Accord d'exploitation ou à désigner un organisme compétent pour le signer,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT

Article I

Définitions

1) Aux fins du présent Accord

a) le terme "Convention" désigne la Convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT), y compris son Annexe;

b) le terme "Organisation" désigne l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) créée par la Convention;

c) le terme "amortissement" comprend la dépréciation; il ne comprend pas la rémunération du capital

2) Les définitions de l'article premier de la Convention s'appliquent au présent Accord.

Article II

Droits et obligations des Signataires

1) Chaque Signataire acquiert les droits attribués aux Signataires par la Convention et par le présent Accord et s'engage à remplir les obligations qui lui incombent aux termes de ces deux instruments.

2) Chaque Signataire agit conformément à toutes les dispositions de la Convention et du présent Accord

Article III

Contributions au capital

1) Chaque Signataire contribue aux besoins en capital de l'Organisation au prorata de sa part d'investissement et recoit le remboursement et la rémunération du capital dans les conditions fixées par le Conseil conformément aux dispositions de la Convention et du présent Accord.

2) Sont compris dans les besoins en capital

a) tous les coûts directs et indirects afférents à la conception, à la mise au point, à l'acquisition, à la construction, à la mise en place du secteur spatial d'INMARSAT, à l'acquisition de droits contractuels par voie de bail ainsi qu'aux autres biens de l'Organisation;

b) les fonds jugés nécessaires à la couverture des frais d'exploitation, d'entretien et d'administration de l'Organisation en attendant qu'elle dispose de recettes pour couvrir ces dépenses, compte tenu du paragraphe 3) de l'article VIII;

c) les paiements dus par les Signataires en application de l'article XI

3) Un intérêt calculé à un taux fixé par le Conseil est ajouté à toute somme qui n'a pas été réglee à l'échéance fixée par le Conseil

4) Si le montant total des contributions au capital que les Signataires sont tenus de verser au cours d'un exercice financier quelconque excède 50 p 100 de la limite fixée en application de l'article IV pendant la période qui précède la première détermination des parts d'investissement fondée sur l'utilisation du secteur spatial d'INMARSAT conformément aux dispositions de l'article V, le Conseil doit envisager l'adoption d'autres mesures, notamment le recours à des découverts à titre provisoire, pour permettre aux Signataires qui le désirent d'échelonner le paiement des contributions supplémentaires sur les années suivantes. Le Conseil fixe le taux d'intérêt qui est applicable dans ces cas en tenant compte des frais supplémentaires encourus par l'Organisation.

Article IV

Limitation du capital

Le total des contributions nettes des Signataires au capital et de l'encours des engagements contractuels en capital de l'Organisation est soumis à une limite Il est égal au montant cumulé des contributions au capital versées par les Signataires en application de l'article III, diminué du montant cumulé du capital qui leur est remboursé en vertu du présent Accord en augmenté de l'encours des engagements contractuels en capital de l'Organisation. La limite initiale est fixée à 200 millions de dollars des Etats-Unis. Le Conseil est habilité à réajuster la limite

Article V

Parts d'investissement

1) Les parts d'investissement des Signataires sont déterminées sur la base de l'utilisation du secteur spatial d'INMARSAT. Chaque Signataire a une part d'investissement égale à son pourcentage du total de l'utilisation du secteur spatial d'INMARSAT par tous les Signataires. L'utilisation du secteur spatial d'INMARSAT se mesure d'après les redevances perçues par l'Organisation pour l'utilisation du secteur spatial d'INMARSAT conformément à l'article 19 de la Convention et à l'article VIII du présent Accord

2) Pour la détermination des parts d'investissement, l'utilisation dans les deux sens est divisée en deux parts égales, une part correspondant au navire et une part correspondant au territoire. La part correspondant au navire dont provient le trafic ou à destination duquel il est effectué est affectée au Signataire désigné par la Partie qui exerce son autorité sur le navire. La part correspondant au territoire du pays dont provient le trafic ou à destination duquel il est effectué est affectée au Signataire désigné par la Partie correspondant au territoire dont le trafic provient ou à destination duquel il est effectué. Toutefois, lorsque pour un Signataire donné, le rapport entre la part correspondant au navire et la part correspondant au territoire est supérieur à 20 : 1, ce Signataire se voit affecter, après en avoir fait la demande au Conseil, une utilisation équivalant à deux fois la part correspondant au territoire ou à une part d'investissement de 0,1 p. 100, si celle-ci est plus élevée. Aux fins du présent paragraphe, on considère comme des navires les structures exploitées en milieu marin pour lesquelles le Conseil a autorisé l'accès au secteur spatial d'INMARSAT.

3) Avant de déterminer les parts d'investissement sur la base de l'utilisation conformément aux paragraphes 1), 2) et 4), on établit la part d'investissement de chaque Signataire conformément à l'Annexe du présent Accord

4) La première détermination des parts d'investissement fondée sur l'utilisation du secteur spatial d'INMARSAT conformément aux paragraphes 1) et 2) a lieu deux ans au moins et trois ans au plus après l'entrée en service opérationnel du secteur spatial d'INMARSAT dans les zones de l'Atlantique, du Pacifique et de l'océan Indien, la date exacte de la détermination devant être fixée par le Conseil. Aux fins de cette première détermination, l'utilisation se mesure sur une période d'un an antérieure à la première détermination des parts d'investissement

5) Après la première détermination des parts d'investissement se fondant sur l'utilisation, les parts d'investissement sont déterminées de nouveau pour prendre effet :

a) à des intervalles d'un an après la première détermination des parts d'investissement se fondant sur l'utilisation, en prenant pour base l'utilisation de tous les Signataires durant l'année précédente;

b) à la date d'entrée en vigueur du présent Accord pour un nouveau Signataire;

c) à la date effective du retrait volontaire ou obligatoire d'un Signataire

6) La part d'investissement d'un Signataire qui devient Signataire après la première détermination des parts d'investissement sur la base de l'utilisation est déterminée par le Conseil

7) Dans la mesure où une part d'investissement est déterminée conformément aux alinéas b) ou c) du paragraphe 5), ou au paragraphe 8), les parts d'investissement de tous les autres Signataires sont réajustées dans la proportion que leurs parts d'investissement respectives avaient avant le réajustement. Dans le cas d'un retrait volontaire ou obligatoire d'un Signataire, les parts d'investissement de 0,05 p. 100 fixées conformément aux dispositions du paragraphe 8) ne sont pas augmentées.

8) Nonobstant toutes dispositions du present article, aucun Signataire ne doit avoir une part d'investissement inferieure à 0,05 p 100 du total des parts d'investissement.

9) Dans toute nouvelle détermination des parts d'investissement, la part d'un Signataire ne peut être augmentée en une seule fois de plus de 50 p 100 de sa valeur initiale, ni être diminuée de plus de 50 p 100 de sa valeur courante.

10) Après application des paragraphes 2) et 9), les parts d'investissement non attribuées de ce fait sont libérées et réparties par le Conseil entre les Signataires désireux d'augmenter leurs parts d'investissement Cette attribution complémentaire ne doit pas accroître de plus de 50 p 100 la part d'investissement courante d'un Signataire.

11) Après application du paragraphe 10), les parts d'investissement restantes non attribuées sont réparties entre les Signataires au prorata des parts d'investissement qui auraient dû leur revenir à la suite de toute nouvelle détermination, sous réserve des dispositions des paragraphes 8) et 9).

12) A la demande d'un Signataire, le Conseil peut lui attribuer une part d'investissement réduite par rapport à celle qui lui est attribuée conformément aux paragraphes 1) à 7) et 9) à 11) si d'autres Signataires compensent en totalité cette réduction en acceptant volontairement un accroissement de leurs parts d'investissement. Le Conseil adopte les procédures à suivre pour répartir équitablement la part ou les parts libérées entre les Signataires désirant augmenter leurs parts d'investissement.

Article VI

Réajustements financiers entre Signataires

1) Lors de chaque détermination des parts d'investissement postérieure à la détermination initiale effectuée lors de l'entrée en vigueur du présent Accord, des réajustements financiers sont effectués entre les Signataires, par l'intermédiaire de l'Organisation, sur la base d'une évaluation faite conformément au paragraphe 2). On détermine le montant desdits réajustements financiers, pour chaque Signataire, en appliquant à ladite évaluation la différence, s'il y en a une, entre la nouvelle part d'investissement de chaque Signataire et sa part d'investissement antérieure à cette détermination.

2) Ladite évaluation est faite de la façon suivante :

a) du coût d'acquisition initiale de tous les biens, tel qu'il est inscrit dans les comptes de l'Organisation à la date du réajustement, y compris la totalité des bénéfices capitalisés et des dépenses capitalisées, est soustrait le total :

i) des amortissements cumulés inscrits dans les comptes de l'Organisation à la date du réajustement; et

ii) des sommes empruntées et autres sommes dues par l'Organisation à la date du réajustement;

b) on réajuste les résultats obtenus en application de l'alinéa a) en ajoutant ou en retranchant, selon le cas, une autre somme représentant l'insuffisance ou l'excès de paiements effectués par l'Organisation, au titre de la rémunération du capital depuis l'entrée en vigueur du présent Accord jusqu'à la date à laquelle l'évaluation prend effet, par rapport au montant cumulé des sommes dues en vertu du présent Accord, aux taux de rémunération du capital en vigueur au cours des périodes pendant lesquelles les taux pertinents, fixés par le Conseil en vertu de l'article VIII, étaient applicables. Aux fins d'évaluer la somme représentant toute insuffisance ou tout excès de paiement, la rémunération exigible est calculée mensuellement et se rapporte au montant net des éléments visés à l'alinéa a).

3) Les paiements dus par les Signataires ou à ces derniers conformément au présent article sont effectués au plus tard à la date fixée par le Conseil. Un intérêt calculé à un taux fixé par le Conseil est ajouté après cette date à toute somme non réglée.

Article VII

Paiement des redevances d'utilisation

1) Les redevances d'utilisation fixées en application de l'article 19 de la Convention sont payables par les Signataires ou les organismes de télécommunications autorisés conformément aux modalités adoptées par le Conseil. Ces modalités suivent d'aussi près que possible les méthodes de comptabilité agréées en matière de télécommunications internationales.

2) A moins que le Conseil n'en décide autrement, les Signataires et les organismes de télécommunications autorisés sont chargés de fournir des renseignements à l'Organisation pour lui permettre de déterminer l'utilisation totale du secteur spatial d'INMARSAT et de déterminer les parts d'investissement. Le Conseil adopte la procédure à suivre pour soumettre ces renseignements à l'Organisation

3) Le Conseil prend toute sanction appropriée dans le cas où le paiement des redevances d'utilisation est en retard de quatre mois ou davantage par rapport à l'échéance.

4) Un intérêt calculé à un taux fixé par le Conseil est ajouté à toute somme qui n'a pas été réglée à l'échéance fixée par le Conseil.

Article VIII

Recettes

1) A moins que le Conseil n'en décide autrement, les recettes de l'Organisation sont normalement affectées, dans la mesure où les rentrées le permettent, dans l'ordre de priorité suivant :

a) à la couverture des frais d'exploitation, d'entretien et d'administration;

b) à la constitution du fonds de roulement que le Conseil peut juger nécessaire;

c) au paiement aux Signataires, au prorata de leurs parts d'investissement respectives, des sommes représentant un remboursement du capital d'un montant égal aux provisions d'amortissement fixées par le Conseil et inscrites dans les comptes de l'Organisation;

d) au versement, au bénéfice d'un Signataire qui s'est retiré de l'Organisation ou qui a été prive de sa qualité de membre, des sommes qui peuvent lui être dues en application de l'article XIII;

e) au versement cumulatif, au bénéfice des Signataires, au prorata de leurs parts d'investissement respectives, du solde disponible à titre de rémunération du capital

2) Lors de la détermination du taux de rémunération du capital des Signataires, le Conseil constitue une provision pour les risques liés aux investissements effectués dans INMARSAT et, tenant compte de cette provision, fixe un taux aussi proche que possible du loyer de l'argent sur les marchés mondiaux

3) Dans la mesure où les recettes de l'Organisation ne suffiraient pas à couvrir les frais d'exploitation, d'entretien et d'administration de l'Organisation, le Conseil peut décider de combler le déficit en utilisant le fonds de roulement de l'Organisation, en concluant des accords portant sur des découverts, en contractant des emprunts ou en astreignant les Signataires à verser des contributions au capital, au prorata de leurs parts d'investissement respectives; ces mesures peuvent se cumuler.

Article IX

Règlement des comptes

1) Les règlements des comptes entre les Signataires et l'Organisation, au titre des transactions financières effectuées en vertu des articles III, VI, VII et VIII, doivent être tels qu'ils maintiennent au plus faible niveau possible aussi bien les transferts de fonds entre les Signataires et l'Organisation que les fonds dont dispose l'Organisation en sus du fonds de roulement jugé nécessaire par le Conseil.

2) Tous les paiements intervenant entre les Signataires et l'Organisation en vertu du présent Accord sont effectués en toute monnaie librement convertible acceptée par le créancier.

Article X

Découverts et emprunts

1) Pour faire face à des insuffisances de liquidités, en attendant la rentrée de recettes suffisantes ou des contributions au capital, l'Organisation peut, sur décision du Conseil, conclure des accords portant sur des découverts.

2) Dans des circonstances exceptionnelles et afin de financer toute activité entreprise par elle conformément à l'article 3 de la Convention ou pour faire face à toute responsabilité encourue par elle, l'Organisation peut contracter des emprunts sur décision du Conseil. L'encours desdits emprunts est considéré comme un engagement contractuel en capital aux fins de l'article IV.

Article XI

Responsabilité

1) Si l'Organisation est tenue, en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent ou d'un compromis adopté ou approuvé par le Conseil, de verser une indemnité, frais et dépens inclus, du fait d'un acte commis ou d'une obligation encourue par l'Organisation en application de la Convention ou du présent Accord, les Signataires doivent verser à l'Organisation, dans la mesure où son montant ne peut être réglé soit au moyen d'une indemnisation soit en exécution d'un contrat d'assurance ou d'autres dispositions financières, la partie non réglée de l'indemnité au prorata de leurs parts d'investissement à la date à laquelle la responsabilité a pris naissance, nonobstant toute limitation du capital prévue à l'article IV ou instituée en application de cet article.

2) Si un Signataire, en tant que tel, est tenu en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent ou d'un compromis adopté ou approuvé par le Conseil de verser une indemnité, frais et dépens inclus, du fait d'un acte commis ou d'une obligation encourue par l'Organisation en application de la Convention ou du présent Accord, l'Organisation rembourse au Signataire le montant de l'indemnité qu'il a versée.

3) Si une telle demande d'indemnisation est présentée à un Signataire, celui-ci doit, aux fins de remboursement par l'Organisation, en informer sans délai l'Organisation et la mettre en mesure soit de donner un avis sur la défense ou sur tout autre moyen de régler l'affaire soit d'assurer cette défense ou ce règlement et, dans les limites permises par le droit du tribunal auprès duquel l'action est intentée, d'intervenir ou de se substituer au Signataire.

4) Si l'Organisation est tenue de rembourser un Signataire en vertu du présent article, les Signataires doivent, dans la mesure où le remboursement ne peut être acquitté soit au moyen d'une indemnisation soit en exécution d'un contrat d'assurance ou d'autres dispositions financières, verser à l'Organisation la partie non réglée du montant réclamé au prorata de leurs parts d'investissement à la date à laquelle la responsabilité a pris naissance, nonobstant toute limitation du capital prévue à l'article IV ou instituée en application de cet article.

Article XII

Exonération de la responsabilité découlant de la fourniture de services de télécommunications

L'Organisation, tout Signataire en tant que tel et, lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions, tout fonctionnaire ou employé de l'un d'eux, tout membre du conseil d'administration de l'un quelconque des Signataires et tout représentant auprès des différents organes de l'Organisation n'encourent aucune responsabilité à l'égard de tout Signataire ou de l'Organisation pour les pertes ou dommages résultant de tout arrêt, retard ou mauvais fonctionnement des services de télécommunications fournis ou qui doivent être fournis conformément à la Convention ou au présent Accord.

Article XIII

Règlement financier lors du retrait volontaire ou obligatoire

1) Dans les trois mois qui suivent la date d'effet du retrait volontaire ou obligatoire d'un Signataire de l'Organisation en vertu des articles 29 et 30 de la Convention, le Conseil informe le Signataire de l'évaluation qu'il a faite de sa situation financière vis-à-vis de l'Organisation à la date à laquelle le retrait volontaire ou obligatoire prend effet et des modalités proposées pour le règlement ainsi qu'il est prévu au paragraphe 3). La notification comprend un relevé :

a) de la somme à verser par l'Organisation au Signataire, cette somme étant obtenue en multipliant la part d'investissement du Signataire à la date à laquelle le retrait volontaire ou obligatoire prend effet par le montant fixé à l'issue d'une évaluation effectuée conformément à l'article VI à ladite date;

b) de toute somme à verser par le Signataire à l'Organisation, représentant sa part de contribution au capital au titre d'engagements contractuels expressement autorisés avant la date de réception de la notification de sa décision de retrait ou, selon le cas, avant la date à laquelle le retrait obligatoire prend effet; ce relevé est accompagné d'un projet d'échéancier des paiements;

c) de toute autre somme due à l'Organisation par le Signataire à la date à laquelle le retrait volontaire ou obligatoire prend effet

2) En évaluant les sommes visées au paragraphe 1), le Conseil peut décider de dégager totalement ou partiellement le Signataire de son obligation de verser sa part des contributions au capital nécessaires pour faire face aux engagements contractuels expressément autorisés et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions commis avant la réception de la notification de la décision de retrait ou, selon le cas, avant la date à laquelle le retrait obligatoire prend effet.

3) Sous réserve du paiement par le Signataire de toute somme qu'il doit aux termes des alinéas b) et c) du paragraphe 1), l'Organisation doit, compte tenu de l'article VIII, rembourser au Signataire les sommes visées aux alinéas a) et b) du paragraphe 1), dans des délais du même ordre que ceux dans lesquels les autres Signataires sont remboursés de leurs contributions au capital ou dans des délais plus courts si le Conseil le décide. Le Conseil fixe le taux d'intérêt à verser au Signataire ou par celui-ci en ce qui concerne toute somme qui peut rester due à tout moment.

4) A moins que le Conseil n'en décide autrement, un règlement conclu en vertu des dispositions du présent article n'a pas pour effet de dégager le Signataire de son obligation de verser sa part des contributions au capital nécessaires pour faire face aux responsabilités non contractuelles découlant d'actes ou d'omissions de l'Organisation qui ont précédé la réception de la notification de la décision de retrait ou, selon les cas, la date à laquelle le retrait obligatoire prend effet.

5) Le Signataire ne perd aucun des droits qu'il a acquis en tant que tel, que nonobstant son retrait volontaire ou obligatoire il conserve après la date d'effet dudit retrait et pour lesquels il n'a pas reçu de compensation dans le cadre du règlement conclu en vertu du présent article

Article XIV

Approbation des stations terriennes

1) Pour pouvoir utiliser le secteur spatial d'INMARSAT, toutes les stations terriennes doivent être approuvées par l'Organisation conformément aux criteres et aux procédures fixés par le Conseil en application de l'alinéa c) de l'article 15 de la Convention

2) Toute demande d'approbation d'une telle station est soumise à l'Organisation par le Signataire désigné par la Partie sur le territoire de laquelle la station terrienne à terre est ou doit être située, ou par la Partie ou le Signataire désigné par la Partie sous l'autorité de laquelle la station terrienne située sur un navire ou sur une structure exploitee en milieu marin obtient sa licence ou, dans le cas de stations terriennes situées sur un territoire, un navire ou une structure exploitée en milieu marin qui n'est pas sous la juridiction d'une Partie, par un organisme de télécommunications autorisé.

3) Chaque demandeur d'approbation visé au paragraphe 2) assume vis à vis de l'Organisation, en ce qui concerne les stations terriennes pour lesquelles il a présenté une demande, la responsabilité de faire respecter les procédures et normes prévues par l'Organisation à moins que, dans le cas où un Signataire a présenté la demande, la Partie qui l'a désigné n'accepte d'assumer cette responsabilité.

Article XV

Utilisation du secteur spatial d'INMARSAT

1) Toute demande d utilisation du secteur spatial d'INMARSAT est soumise à l'Organisation par un Signataire ou, dans le cas d'un territoire qui n'est pas sous la juridiction d'une Partie, par un organisme de télécommunications autorisé.

2) L'utilisation est autorisée par l'Organisation conformément aux critères et aux procédures fixés par le Conseil en application de l'alinéa c) de l'article 15 de la Convention.

3) Chaque Signataire ou organisme de télécommunications autorisé à utiliser le secteur spatial d'INMARSAT est tenu de se conformer aux conditions fixées par l'Organisation au sujet de ladite utilisation à moins que, dans le cas où la demande a été présentée par un Signataire, la Partie qui l'a désigné n'accepte d'assumer ladite responsabilité pour les autorisations accordées au bénéfice de l'ensemble ou de certaines des stations terriennes qui ne sont pas la propriété dudit Signataire ou qui ne sont pas exploitées par lui.

Article XVI

Règlement des différends

1) Tout différend entre les Signataires, ou entre des Signataires et l'Organisation, ayant trait aux droits et obligations découlant de la Convention ou du présent Accord, doit être résolu par voie de négociations entre les parties au différend. Si, dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle l'une quelconque des parties au différend a demandé un règlement, celui-ci n'est par intervenu, et si les parties au différend n'ont pas approuvé une autre procédure de règlement, le différend est soumis à l'arbitrage conformément à l'Annexe de la Convention, sur la demande de l'une quelconque des parties au différend

2) A moins que les parties n'en conviennent autrement, tout différend mettant en cause l'Organisation et un ou plusieurs Signataires en vertu d'accords qui les lient est soumis à l'arbitrage conformément à l'Annexe de la Convention, sur la demande de l'une des parties au différend, dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle ce règlement a été demandé par l'une quelconque des parties au différend.

3) Tout Signataire qui a cessé d'être Signataire demeure lié par le présent article en ce qui concerne les différends relatifs aux droits et obligations découlant du fait qu'il a été Signataire du présent Accord.

Article XVII

Entrée en vigueur

1) Le présent Accord entre en vigueur à l'égard d'un Signataire à la date à laquelle la Convention entre en vigueur à l'égard de la Partie intéressée, conformément à l'article 33 de la Convention

2) L'Accord reste en vigueur aussi longtemps que la Convention

Article XVIII

Amendements

1) Toute Partie ou tout Signataire peut proposer des amendements au présent Accord Les projets d'amendements sont soumis à l'Organe directeur qui en informe les autres Parties et les autres Signataires. Un preavis de trois mois doit s'écouler avant que le Conseil n'examine un projet d'amendement. Pendant cette période, l'Organe directeur demande et fait connaître l'avis de tous les Signataires. Le Conseil examine les amendements dans les six mois suivant la date de leur diffusion. L'Assemblée examine le projet d'amendement six mois au moins après l'approbation du Conseil. Dans un cas particulier, l'Assemblée peut réduire cette période par une décision prise conformément à la procédure prévue pour les questions de fond.

2) S'il est adopté par l'Assemblée après avoir été approuvé par le Conseil, l'amendement entre en vigueur cent vingt jours après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation de cet amendement par les deux tiers des Signataires qui, a la date de son adoption par l'Assemblée, avaient qualité de Signataires et représentaient au moins les deux tiers du total des parts d'investissement. Seule la Partie intéressée a qualité pour notifier l'approbation d'un amendement au Dépositaire. Ladite notification vaut acceptation de l'amendement par la Partie Lorsqu'il entre en vigueur, l'amendement devient obligatoire pour tous les Signataires, y compris ceux qui ne l'ont pas accepté.

Article XIX

Dépositaire

1) Le Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime est le Dépositaire du présent Accord

2) Le Dépositaire informe au plus tôt tous les Etats qui signent la Convention ou qui y adhèrent et tous les Signataires :

a) de toute signature du présent Accord;

b) de l'entrée en vigueur du présent Accord;

c) de l'adoption de tout amendement au présent Accord et de son entrée en vigueur;

d) de toute notification de retrait;

e) de toute suspension et de tout retrait obligatoire;

f) des autres notifications et communications ayant trait au présent Accord

3) Lors de l'entrée en vigueur du présent Accord, le Dépositaire en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement et publication, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord *

FAIT A LONDRES ce trois septembre mil neuf cent soixante-seize en langues anglaise, espagnole, française et russe, tous les textes faisant également foi en un seul exemplaire qui est déposé auprès du Dépositaire qui en adresse une copie certifiée conforme au Gouvernement de chacun des Etats qui ont été invités à participer à la Conférence internationale sur la création d'un système maritime international à satellites, au Gouvernement de tout autre Etat qui signe la Convention ou qui y adhère et à chaque Signataire

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
FORLANI

* *La liste des signatures n'est pas reproduite*

ANNEXE

PARTS D'INVESTISSEMENT PREALABLES A LA PREMIERE DETERMINATION SUR LA BASE DE L'UTILISATION

a) Les parts initiales d'investissement des signataires désignés par les Etats énumérés ci-dessous s'établissent comme suit :

ETATS-UNIS	17,00
ROYAUME-UNI	12,00
URSS, RSS de Biélorussie et RSS d'Ukraine	11,00
NORVEGE	9,50
JAPON	8,45
ITALIE	4,37
ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D'	3,50
FRANCE	3,50
GRECE	3,50
PAYS-BAS	3,50
CANADA	3,20
ESPAGNE	2,50
SUEDE	2,30
DANEMARK	2,10
AUSTRALIE	2,00
INDE	2,00
BRESIL	1,50
KOWEIT	1,48
POLOGNE	1,48
ARGENTINE	0,75
BELGIQUE	0,75
FINLANDE	0,75
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE	0,74
SINGAPOUR	0,62
NOUVELLE-ZELANDE	0,44
BULGARIE	0,33
CUBA	0,33
INDONESIE	0,33
IRAN	0,33
CHILI	0,25
PEROU	0,25
SUISSE	0,25
LIBERIA	0,10
ALGERIE	0,05
EGYPTE	0,05
GHANA	0,05
IRAK	0,05
REPUBLIQUE-UNIE DU CAMEROUN	0,05
THAILANDE	0,05
TURQUIE	0,05
Total :	101,45

b) Tout signataire de l'Accord d'exploitation désigné par un Etat mentionné ci-dessus peut, avant l'entrée en vigueur de la Convention et de l'Accord d'exploitation, accepter une part d'investissement initiale supérieure à celle mentionnée au paragraphe a) si :

i) d'autres signataires acceptent une réduction correspondante de leur part d'investissement initiale; ou

ii) la Convention et l'Accord d'exploitation ne sont pas entrés en vigueur vingt-quatre mois après avoir été ouverts à la signature

Les signataires intéressés informent le Dépositaire qui établit une liste révisée des parts d'investissement initiales et la communique à tous les Etats mentionnés dans la liste des parts d'investissement initiales.

c) Le signataire désigné par un Etat qui n'est pas mentionné au paragraphe a), s'il signe l'Accord d'exploitation avant son entrée en vigueur, indique au Dépositaire sa part d'investissement initiale qui correspond à l'utilisation relative du secteur spatial d'INMARSAT qu'il prévoit de faire. Le Dépositaire ajoute le nouveau signataire et sa part d'investissement initiale à la liste des parts d'investissement initiales figurant au paragraphe a). La liste ainsi révisée est communiquée à tous les Etats qui y sont mentionnés. La part d'investissement initiale du nouveau signataire est ensuite soumise au Conseil pour approbation ou réajustement. Si le Conseil modifie cette part, il réajuste proportionnellement les parts d'investissement initiales de tous les Signataires et ultérieurement les parts d'investissement de tous les Signataires.

d) Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, les parts d'investissement des Signataires sont déterminées en réajustant proportionnellement les parts d'investissement initiales des Signataires de telle sorte que la somme de toutes les parts d'investissement représente 100 p 100.

e) La part d'investissement initiale de tout Signataire qui n'est pas mentionné au paragraphe a) et qui signe l'Accord d'exploitation après son entrée en vigueur et la part d'investissement initiale de tout Signataire qui est mentionné dans la liste des parts d'investissement initiales et pour lequel l'Accord d'exploitation n'est pas entré en vigueur trente-six mois après avoir été ouvert à la signature sont déterminées par le Conseil et sont incluses dans une liste révisée des parts d'investissement initiales de tous les Signataires.

f) Lorsqu'une nouvelle Partie devient Membre de l'Organisation ou lorsqu'une Partie se retire de l'Organisation ou que sa qualité de membre lui est retirée, les parts d'investissement de tous les Signataires sont déterminées en réajustant proportionnellement les parts d'investissement initiales de tous les Signataires de telle sorte que la somme de toutes les parts d'investissement représente 100 p. 100.

g) Les parts d'investissement de 0,05 p 100 déterminées conformément au paragraphe 8) de l'article V de l'Accord d'exploitation ne sont pas relevées én application des paragraphes c), d), e) et f) de la présente Annexe.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli citati nell'accordo.

CONVENZIONE ISTITUTIVA DELL'ORGANIZZAZIONE INTERNAZIONALE PER LE TELECOMUNICAZIONI MARITTIME VIA SATELLITE (INMARSAT).

GLI STATI PARTI DELLA PRESENTE CONVENZIONE,

Considerando il principio enunciato nella risoluzione 1721 (XVI) dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite, secondo cui le nazioni del Mondo debbono poter comunicare al più presto possibile per mezzo di satellite su base mondiale e non discriminatoria,

Considerando le relative disposizioni del trattato sui principii che regolano le attività degli Stati nel campo dell'esplorazione e dell'utilizzazione dello spazio extra-atmosferico, compresa la luna e gli altri corpi celesti, trattato concluso il 27 gennaio 1967, ed in particolare l'articolo I, il quale afferma che lo spazio extra-atmosferico deve essere utilizzato a vantaggio e nell'interesse di tutti i Paesi.

Tenendo conto del fatto che una parte molto rilevante del commercio mondiale si svolge per via marittima,

Consapevoli della possibilità di migliorare notevolmente il sistema marittimo di soccorso e di sicurezza, e il collegamento tra le navi, e tra queste e le loro compagnie, nonché tra gli equipaggi o i passeggeri a bordo e le persone a terra, con l'utilizzo dei satelliti,

Decisi, a tal fine, a fornire, a vantaggio delle navi di tutti i Paesi facendo ricorso alla tecnica più avanzata e più appropriata di telecomunicazioni spaziali, i mezzi più efficaci e più economici, compatibili con l'uso più efficace e più equo dello spettro delle frequenze radioelettriche e delle orbite dei satelliti,

Riconoscendo che un sistema marittimo a satelliti comprende sia le stazioni terrestri mobili e le stazioni terrestri di terra che il settore spaziale,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

Definizioni

Ai fini della presente convenzione:

a) l'espressione « Accordo operativo indica l'accordo operativo relativo all'Organizzazione internazionale di telecomunicazioni marittime via satellite (INMARSAT) », compreso il suo allegato;

b) il termine « Parte » indica uno Stato per il quale la presente convenzione è entrata in vigore;

c) il termine « Firmatario » indica sia una Parte che un organismo designato in conformità al paragrafo 3) dell'articolo 2, per il quale l'accordo di utilizzazione è entrato in vigore;

d) l'espressione « settore spaziale » indica i satelliti nonché gli impianti e le attrezzature di ricerca, telemisurazione, telecomando, controllo e di sorveglianza e le installazioni ed attrezzature ad esse connesse, necessarie per il funzionamento di tali satelliti;

e) l'espressione « settore spaziale INMARSAT » indica il settore spaziale di cui l'INMARSAT è proprietaria o locataria;

f) il termine « nave » indica un'imbarcazione di qualsiasi tipo usata nell'ambiente marino e include fra l'altro gli aliscafi, i veicoli a cuscini pneumatici, i sommergibili, i natanti e le piattaforme non ancorate in permanenza;

g) il termine « proprietà » indica qualsiasi elemento nei confronti del quale possa essere esercitato il diritto di proprietà, ivi inclusi i diritti contrattuali.

Articolo 2.

Creazione dell'INMARSAT

1) L'Organizzazione internazionale per le telecomunicazioni marittime via satellite (INMARSAT), cui si fa qui riferimento come l'« Organizzazione », viene creata dalla presente convenzione.

2) L'accordo operativo concluso conformemente alle disposizioni della presente convenzione è aperto alla firma contemporaneamente a questa.

3) Ogni Parte firma l'accordo operativo o designa un organismo competente, pubblico o privato, sottoposto alla giurisdizione di tale Parte, che firmerà l'accordo operativo.

4) Le amministrazioni e gli organismi delle telecomunicazioni possono, in conformità con la legge nazionale applicabile, negoziare e concludere direttamente gli appropriati accordi di traffico sull'uso che essi faranno degli impianti delle telecomunicazioni fornite in virtù della presente convenzione e dell'accordo operativo, nonché sui servizi destinati al pubblico, sugli impianti, sulla ripartizione dei proventi, e sulle disposizioni commerciali relative.

Articolo 3.

Finalità

1) Finalità dell'Organizzazione è porre in essere il settore spaziale necessario per migliorare le comunicazioni marittime, contribuendo in tal modo a migliorare le comunicazioni di soccorso, quelle per la salvaguardia della vita umana in mare nonché l'efficienza e la gestione delle navi, i servizi marittimi di corrispondenza pubblica e le possibilità di radiointercettazione.

2) L'Organizzazione mira a servire tutte le aree in cui esiste la necessità di comunicazioni marittime.

3) L'Organizzazione eserciterà le sue attività esclusivamente per fini pacifici.

Articolo 4.

Rapporti tra una Parte e il suo organismo designato

Allorché il Firmatario è costituito da un organismo designato da una Parte:

a) i rapporti tra la Parte ed il Firmatario sono regolati dal diritto nazionale applicabile;

b) la Parte stabilisce le direttive e le istruzioni appropriate e conformi al suo diritto nazionale per assicurare che il Firmatario faccia fronte alle proprie responsabilità;

c) la Parte non è tenuta a rispondere di obblighi derivanti dall'accordo operativo. La Parte dovrà comunque assicurare che il Firmatario adempia ai propri obblighi all'interno della Organizzazione e non violi gli impegni che la Parte ha accettato in virtù della presente convenzione o degli accordi internazionali relativi;

d) se il Firmatario si ritira o se la sua qualità di membro viene a cessare, la Parte agirà conformemente alle disposizioni del paragrafo 3) dell'articolo 29 o del paragrafo 6 dell'articolo 30.

Articolo 5.

Principi di finanziamento e di gestione dell'Organizzazione

1) Il finanziamento dell'Organizzazione sarà assicurato dai contributi dei Firmatari. Ogni Firmatario ha, nell'Organizzazione un interesse finanziario proporzionale alla propria quota di investimento che verrà determinata conformemente alle disposizioni dell'accordo operativo.

2) Ogni Firmatario contribuisce alle esigenze di capitale dell'Organizzazione e riceve il rimborso e la remunerazione del capitale conformemente alle disposizioni dell'accordo operativo.

3) L'Organizzazione dovrà operare con una sana base economica e finanziaria, rispettando i principi commerciali riconosciuti.

Articolo 6.

Messa in funzione del settore spaziale

L'Organizzazione può essere proprietaria o locataria del settore spaziale.

Articolo 7.

Accesso al settore spaziale

1) Il settore spaziale INMARSAT dovrà essere aperto all'uso da parte delle navi di tutti i Paesi alle condizioni che saranno decise dal consiglio. Nel fissare tali condizioni, il consiglio non dovrà procedere a discriminazioni tra le navi sulla base della loro nazionalità.

2) Il consiglio potrà, in casi particolari, autorizzare l'accesso al settore spaziale INMARSAT a stazioni terrestri situate su strutture operanti nell'ambiente marino, diverse dalle navi, se e finché l'utilizzo di tali stazioni di terra non ostacolerà in maniera significativa l'erogazione dei servizi alle navi.

3) Le stazioni terrestri di terraferma comunicanti tramite il settore spaziale INMARSAT dovranno essere su un territorio di terraferma posto sotto la giurisdizione di una parte e saranno interamente di proprietà delle Parti o degli organismi soggetti alla loro giurisdizione. Il consiglio potrà autorizzare deroghe a tale norma se riterrà che ciò sia nell'interesse dell'Organizzazione.

Articolo 8.

Altri settori spaziali

1) Le Parti notificano all'Organizzazione, ove occorra, che si propongono o che una persona dipendente dalla loro giurisdizione si propone di adottare disposizioni per utilizzare o porre in servizio, singolarmente o congiuntamente, installazioni di un settore spaziale distinto per rispondere a certi o a tutti gli obiettivi del settore spaziale INMARSAT al fine di garantirne la compatibilità sul piano tecnico con il sistema INMARSAT e di evitare che questo subisca danni economici significativi.

2) Il consiglio esprime il suo parere sotto forma di una raccomandazione di carattere non obbligatorio relativa alla compatibilità tecnica e comunica all'assemblea il suo parere in merito ai danni economici.

3) L'assemblea esprime il suo parere, sotto forma di raccomandazione di carattere non vincolante, entro il termine di nove mesi a partire dalla data in cui è stata avviata la procedura prevista dal presente articolo. A tal fine può essere convocata l'assemblea in sessione straordinaria.

4) Le notificazioni previste al paragrafo 1, compresa la comunicazione delle informazioni tecniche pertinenti e le ulteriori consultazioni con l'Organizzazione tengono conto delle disposizioni pertinenti del regolamento delle comunicazioni radio dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

5) Le disposizioni del presente articolo non si applicano alla messa in opera, all'acquisizione, all'uso o al proseguimento dell'uso di impianti di un settore spaziale separato per fini di sicurezza nazionale, o che erano stati oggetto di un contratto o messi in opera, acquisiti o utilizzati prima della entrata in vigore della presente convenzione.

Articolo 9.

Struttura

L'Organizzazione comprende i seguenti organismi:

a) l'assemblea;

b) il consiglio;

c) l'organo direttivo posto sotto l'autorità di un direttore generale.

Articolo 10.

Assemblea - Composizione e riunioni

1) L'assemblea si compone di tutte le Parti.

2) L'assemblea si riunisce ogni due anni in sessione ordinaria. Sessioni straordinarie vengono convocate su richiesta di un terzo delle Parti o su richiesta del consiglio.

Articolo 11.

Assemblea - Procedure

1) Ogni Parte disporrà di un voto in assemblea.

2) Ogni decisione relativa a questioni di fondo viene presa a maggioranza di due terzi, mentre ogni decisione relativa a questioni procedurali viene adottata a maggioranza semplice delle Parti presenti e votanti. Le Parti che si astengono dalla votazione saranno considerate come non votanti.

3) Ogni decisione in merito al fatto se una data questione sia procedurale o di fondo sarà presa dal presidente. Tale decisione può essere annullata da un voto a maggioranza di due terzi delle Parti presenti e votanti.

4) Per ogni riunione dell'assemblea, il *quorum* è costituito dalla maggioranza delle Parti.

Articolo 12.

Assemblea - Funzioni

1) L'assemblea ha le seguenti funzioni:

a) studia ed esamina le attività, le finalità, la politica generale e gli obiettivi a lungo termine dell'Organizzazione; esprime i suoi pareri e presenta al consiglio raccomandazioni a tale proposito;

b) essa assicura che le attività dell'Organizzazione siano compatibili con la presente convenzione e con gli obiettivi ed i principii della Carta dell'ONU, nonché con qualsiasi altro trattato dal quale l'Organizzazione decida di essere vincolata;

c) essa autorizza, su raccomandazione del consiglio, la messa in funzione di impianti addizionali del settore spaziale il cui scopo speciale o primario sia quello di assicurare servizi di intercettazione radio, di soccorso o di sicurezza. Tuttavia, gli impianti del settore spaziale destinati a fornire servizi di corrispondenza pubblica via mare possono essere utilizzati senza questa autorizzazione per le telecomunicazioni a fini di soccorso, di sicurezza e di intercettazione radio;

d) adotta le decisioni richieste da altre raccomandazioni del consiglio ed esprime pareri sui rapporti del consiglio;

e) elegge quattro rappresentanti al consiglio in conformità alle disposizioni del comma *b*) del paragrafo 1) dell'articolo 13;

f) decide questioni relative ai rapporti ufficiali tra l'Organizzazione e gli Stati, siano essi Parti o no, e le organizzazioni internazionali;

g) adotta le decisioni relative ad ogni emendamento alla presente convenzione o all'accordo operativo in applicazione rispettivamente dell'articolo 34 della convenzione e dell'articolo XVIII dell'accordo operativo;

h) esamina la questione della cessazione della qualità di membro conformemente alle disposizioni dell'articolo 30 e prende una decisione in proposito;

i) esercita ogni altra funzione conferitale in virtù di uno qualsiasi degli altri articoli della presente convenzione o dell'accordo operativo.

2) Nello svolgimento delle sue funzioni l'assemblea dovrà tenere conto di tutte le relative raccomandazioni del consiglio.

Articolo 13.

Consiglio - Composizione

1) Il consiglio si compone di ventidue rappresentanti dei Firmatari secondo le seguenti modalità:

a) diciotto rappresentanti di Firmatari o gruppi di Firmatari non altrimenti rappresentati che abbiano convenuto di essere rappresentati in gruppo, e dispongano delle maggiori quote di investimento nell'Organizzazione. Se un gruppo di Firmatari e un singolo Firmatario dispongono di quote di investimento eguali, quest'ultimo ha il diritto di priorità. Se, per il fatto che due o più Firmatari dispongono di quote di investimento eguali, il numero dei rappresentanti il consiglio è superiore a ventidue, tali Firmatari saranno comunque rappresentati tutti, a titolo eccezionale;

b) quattro rappresentanti di Firmatari non altrimenti rappresentati al consiglio, eletti dall'assemblea, indipendentemente dalle loro quote di investimento, in modo da garantire il rispetto del principio di una equa rappresentazione geografica, tenuto debito conto degli interessi dei Paesi in via di sviluppo. Ogni Firmatario eletto per rappresentare una regione geografica rappresenta ogni Firmatario di quella regione che ha convenuto di essere rappresentata in tal modo e che non sia altrimenti rappresentata al consiglio. Una elezione prende effetto a partire dalla prima riunione del consiglio che segue l'elezione e resta valida fino alla successiva sessione ordinaria dell'assemblea.

2) L'insufficienza del numero dei rappresentanti al consiglio dovuta ad una vacanza non ancora coperta non invaliderà la composizione del consiglio.

Articolo 14.

Consiglio - Procedura

1) Il consiglio si riunisce tante volte quante siano necessarie al suo buon funzionamento, ma non meno di tre volte all'anno.

2) Il consiglio cercherà di prendere le sue decisioni all'unanimità. In mancanza di un accordo unanime, le decisioni saranno adottate nella maniera seguente: ogni decisione concernente questioni di fondo viene adottata a maggioranza dei rappresentanti del consiglio, se tale maggioranza dispone almeno di due terzi del totale dei voti ponderati di tutti i Firmatari e gruppi di Firmatari rappresentati al consiglio. Ogni decisione relativa a questioni procedurali viene adottata a maggioranza semplice dei rappresentanti presenti e votanti, ciascuno dei quali dispone di un voto.

Ogni controversia in merito al fatto se una data questione sia procedurale o sostanziale è oggetto di una decisione del presidente del consiglio. Tale decisione può essere annullata da un voto di maggioranza dei due terzi dei rappresentanti presenti e votanti, ciascuno dei quali dispone di un voto. Il consiglio può adottare una procedura di voto diversa per l'elezione dei membri del suo ufficio.

3) *a*) Ogni rappresentante dispone di una quota di voti ponderati equivalente alla quota o alle quote di investimento che egli rappresenta. Tuttavia nessun rappresentante può utilizzare, a nome di un Firmatario, più del 25 per cento del totale dei voti ponderati della Organizzazione, a meno che ciò non avvenga conformemente alle disposizioni previste al comma *b*) IV) che segue.

b) A prescindere dalle disposizioni dei paragrafi 9, 10 e 12 dell'articolo V dell'accordo operativo,

i) se un Firmatario rappresentato in consiglio ha diritto, in virtù della sua quota di investimento, ad una quota di voti ponderati superiore al 25 % del totale dei voti ponderati dell'Organizzazione, egli può offrire agli altri Firmatari una parte o la totalità della sua quota di investimento che superi il suddetto 25 per cento;

ii) gli altri Firmatari possono notificare all'Organizzazione che sono disposti ad accettare una parte o la totalità di questa quota di investimento in eccedenza. Se il totale delle cifre notificate all'Organizzazione non supera l'ammontare disponibile per la ripartizione, il consiglio deve ripartire tale ammontare fra i Firmatari conformemente alle cifre notificate.

Se il totale delle cifre notificate supera l'ammontare disponibile per la ripartizione, il consiglio deve ripartire tale ammontare conformemente a modalità sulle quali i Firmatari che hanno presentato una notifica possono accordarsi oppure, in mancanza di un accordo a tale proposito, in proporzione delle cifre notificate;

iii) tale ripartizione deve essere effettuata dal consiglio ogni volta che viene compiuta una determinazione delle quote di investimento conformemente allo articolo V dell'accordo operativo. Le ripartizioni non devono mai portare la quota di investimento di uno qualsiasi dei Firmatari oltre il 25 per cento;

iv) nella misura in cui la quota di investimento di un Firmatario eccedente il 25 % e offerta per la ripartizione non viene ripartita conformemente alla procedura enunciata nel presente paragrafo, la ponderazione dei voti del rappresentante del Firmatario può superare il 25 per cento.

c) Nella misura in cui un Firmatario decide di non offrire la sua parte di investimenti eccedente agli altri Firmatari, la corrispondente quota di voti ponderati di quel Firmatario eccedenti il 25 % deve essere egualmente ripartita fra tutti gli altri rappresentanti del consiglio.

4) Il *quorum* necessario per ogni riunione del consiglio sarà costituito dalla maggioranza dei rappresentanti in seno al consiglio stesso, se tale maggioranza costituisce almeno i due terzi del totale dei voti ponderati di tutti i Firmatari e gruppi di Firmatari rappresentati al consiglio.

Articolo 15.

Consiglio - Funzioni

Tenendo nella dovuta considerazione i pareri e le raccomandazioni dell'assemblea, il consiglio sarà incaricato di fornire il settore spaziale necessario per realizzare gli obiettivi dell'Organizzazione nella maniera più economica ed efficace conformemente alle disposizioni della presente convenzione e dell'accordo operativo.

Al fine di adempiere a tale compito il consiglio disporrà dei poteri necessari per esercitare tutte le funzioni adeguate, ivi incluse le seguenti:

a) determinazione delle esigenze relative alle telecomunicazioni marittime via satellite e adozione delle politiche, dei piani, dei programmi, delle procedure e delle misure relative alla progettazione, messa a punto, costruzione, impianto, acquisizione mediante acquisto o affitto, sfruttamento, mantenimento e utilizzo del settore spaziale INMARSAT, incluse le stipule dei contratti al fine di assicurare tutti i necessari servizi di lancio per rispondere a tali esigenze;

b) adozione ed attuazione delle disposizioni relative alla gestione e richiedenti da parte del direttore generale la stipula di contratti per l'esecuzione di funzioni tecniche e di utilizzazione allorché questo sia vantaggioso per l'Organizzazione;

c) adozione di criteri e procedure di approvazione di stazioni terrestri su terraferma, navi e strutture in ambiente marittimo che debbono avere accesso al settore spaziale INMARSAT nonché di verifica e di sorveglianza del funzionamento di stazioni terrestri aventi accesso a tale settore e che ne facciano uso. Nel caso di stazioni terrestri su navi, i criteri debbono essere abbastanza precisi da consentirne l'uso discrezionale da parte delle autorità nazionali incaricate della concessione di licenze di utilizzazione, in vista dell'approvazione per tipo;

d) presentazione di raccomandazioni all'assemblea conformemente alle disposizioni del comma *c*) del paragrafo 1) dell'articolo 12;

e) presentazione all'assemblea di relazioni periodiche sulle attività dell'Organizzazione ed in particolare sulle questioni finanziarie;

f) adozione di procedure e norme in materia di stipule di contratti e approvazione di queste conformemente alle disposizioni della presente convenzione e dell'accordo di utilizzazione;

g) adozione della politica finanziaria; approvazione del regolamento finanziario, del bilancio annuale e dei rendiconti finanziari annuali; determinazione periodica dei canoni per l'utilizzo del settore spaziale INMARSAT e adozione di decisioni relative a tutte le altre questioni finanziarie, comprese le quote di investimento e il tetto del capitale, conformemente alle disposizioni della presente convenzione e dell'accordo operativo;

h) determinazione delle disposizioni da adottare per la consultazione su base permanente di organismi riconosciuti dal consiglio come rappresentanti i proprietari di navi, il personale marittimo e altri utenti delle telecomunicazioni marittime;

i) designazione di un arbitro nei casi in cui l'Organizzazione sia parte in una procedura di arbitrato;

j) esercizio di ogni altra funzione conferitagli da qualsiasi altro articolo della presente convenzione o dell'accordo operativo, nonché ogni altra funzione idonea a conseguire le finalità dell'Organizzazione.

Articolo 16.

Organo direttivo

1) Il direttore generale sarà scelto dal consiglio fra i candidati presentati dalle Parti o dai Firmatari tramite le Parti, con riserva di conferma delle Parti. Il depositario notificherà immediatamente alle Parti la nomina del direttore generale. La nomina sarà confermata se entro il termine di sessanta giorni dalla notifica, più di un terzo delle Parti non avrà informato per iscritto il depositario di opporsi a tale nomina. Il direttore generale può assumere le proprie funzioni subito dopo la nomina e in attesa che questa venga confermata.

2) Il mandato del direttore generale è di sei anni. Tuttavia il consiglio può rimuovere anticipatamente di autorità il direttore generale. Il consiglio dovrà riferire all'assemblea le ragioni che hanno motivato tale decisione.

3) Il direttore generale è il funzionario di grado più elevato e il rappresentante legale dell'Organizzazione; egli è responsabile davanti al consiglio e opera sotto l'autorità di esso.

4) La struttura, gli effettivi e la normativa di impiego dei funzionari, degli impiegati, dei consulenti e di altri consiglieri dell'organo direttivo dovranno essere approvati dal consiglio.

5) Il direttore generale designa i membri dell'organo direttivo. La nomina degli alti funzionari in rapporto diretto con il direttore generale sarà approvata dal consiglio.

6) Il criterio principale nella designazione del direttore generale e degli altri funzionari dell'organo direttivo deve essere l'esigenza di assicurare all'Organizzazione le prestazioni di persone in possesso di elevate qualità di integrità, di competenza e di efficienza.

Articolo 17.

Rappresentanza alle riunioni

Tutte le Parti e tutti i Firmatari che abbiano il diritto, in virtù della presente convenzione o dell'accordo operativo, di assistere e/o partecipare alle riunioni dell'Organizzazione debbono essere autorizzate ad assistere e/o partecipare a tali riunioni nonché ad ogni altra riunione che si svolga sotto gli auspici dell'Organizzazione indipendentemente dal luogo in cui esse si svolgono. Gli accordi presi con qualsiasi paese ospite dovranno essere compatibili con tale obbligo.

Articolo 18.

Spese inerenti alle riunioni

1) Ogni Parte e ogni Firmatario faranno fronte alle proprie spese di rappresentanza in occasione delle riunioni dell'Organizzazione.

2) Le spese relative a tali riunioni saranno considerate come facenti parte delle spese amministrative dell'Organizzazione; tuttavia l'Organizzazione non terrà alcuna riunione al di fuori della propria sede a meno che l'eventuale ospite non accetti di assumersi le relative spese supplementari.

Articolo 19.

Fissazione dei canoni di utilizzazione

1) Il consiglio fisserà le unità di misura applicabili alle varie categorie di utilizzazione del settore spaziale INMARSAT e le aliquote dei canoni per l'utilizzo di detto settore. Tali canoni hanno lo scopo di procurare all'Organizzazione introiti sufficienti a coprire i suoi costi di gestione, di mantenimento e di amministrazone, per costituire il fondo di rotazione che il consiglio può giudicare necessario per ammortizzare gli investimenti effettuati dai Firmatari e per il versamento delle somme dovute a titolo di remunerazione del capitale in conformità alle disposizioni dell'accordo operativo.

2) A tutti i Firmatari di ciascuna categoria di utilizzazione debbono essere applicate le stesse aliquote di canone di utilizzazione.

3) Per gli organismi non Firmatari, autorizzati in base all'articolo 7 ad utilizzare il settore spaziale INMARSAT, il consiglio può fissare aliquote di canone di utilizzo diverse da quelle applicabili ai Firmatari. Le quote applicabili agli organismi sopraindicati dovranno essere le stesse per ciascun tipo di utilizzazione.

Articolo 20.

Stipula dei contratti

1) La politica del consiglio in materia di contratti deve essere tale da incoraggiare, nell'interesse della Organizzazione, una concorrenza su scala mondiale nella fornitura di beni e di servizi. A tal fine:

a) i beni ed i servizi necessari all'Organizzazione, sia nel caso di acquisto che di affitto, saranno procurati mediante assegnazione di contratti a seguito di gare d'appalto internazionali pubbliche;

b) i contratti saranno attribuiti ai partecipanti che offriranno la migliore combinazione di qualità, prezzo e tempi di consegna ottimali;

c) se esistono più offerte che presentino eguali combinazioni per qualità, prezzo e tempi di consegna, il consiglio attribuirà l'appalto in maniera da applicare la politica sopra esposta in materia di stipula di contratti.

2) Nei seguenti casi si potrà fare a meno di ricorrere a gare di appalto internazionali pubbliche, come richiesto dalle procedure adottate dal consiglio, a condizione che, ciò facendo, il consiglio incoraggi, conformemente agli interessi dell'Organizzazione, una concorrenza su scala mondiale nella fornitura di beni e di servizi:

a) il valore indicativo del contratto non superi i 50.000 dollari statunitensi e, come conseguenza dell'aver rinunciato alla gara d'appalto pubblica, l'attribuzione del contratto non ponga il contraente in una posizione tale da pregiudicare successivamente l'effettivo esercizio da parte del consiglio della politica di stipula dei contratti sopraesposta. Nella misura in cui fluttuazioni dei prezzi mondiali riflesse negli indici dei prezzi relativi lo giustifichino il consiglio potrà rivedere il tetto finanziario;

b) la stipula di un contratto verrà effettuata d'urgenza per fare fronte ad una situazione eccezionale;

c) dovrà esistere una sola fonte di approvvigionamento rispondente alle esigenze dell'Organizzazione, oppure il numero delle fonti di approvvigionamento dovrà essere così limitato da non rendere nè possibile nè vantaggioso per l'Organizzazione sostenere le spese e far trascorrere il tempo necessario per indire una gara d'appalto pubblica internazionale, e con riserva che, nel caso esistano più fonti di approvvigionamento queste abbiano la possibilità di presentare le proprie offerte su basi di eguaglianza;

d) le esigenze saranno di natura amministrativa tale che non sarà nè pratico nè possibile ricorrere alla procedura delle gare d'appalto internazionali pubbliche;

e) la stipula dei contratti è destinata a prestazioni di servizi personali.

Articolo 21.

Invenzioni e informazioni tecniche

1) Nel quadro di tutte le opere effettuate da essa o a suo nome e a sue spese, l'Organizzazione acquisirà sulle invenzioni e sulle informazioni tecniche quei diritti, ma nulla più di quei diritti che sono necessari nell'interesse comune dell'Organizzazione e dei Firmatari in quanto tali.

Nel caso di opere effettuate sotto contratto, tali diritti vengono ottenuti a titolo non esclusivo.

2) Ai fini del paragrafo 1) l'Organizzazione, tenendo conto dei propri principi e obiettivi nonché delle pratiche industriali generalmente ammesse, nel quadro di lavori che implichino significativi elementi di studio, ricerca o messa a punto dovrà assicurare a se stessa:

a) il diritto di avere accesso gratuito a tutte le invenzioni e informazioni tecniche risultanti da tali lavori;

b) il diritto di comunicare e di far comunicare tali invenzioni e tali informazioni tecniche alle Parti, ai Firmatari e a chiunque altro dipenda dalla giurisdizione di una Parte, nonché il diritto di utilizzare, autorizzare o di fare autorizzare Parti, Firmatari o tali altre persone ad utilizzare quelle invenzioni e informazioni tecniche a titolo gratuito in relazione al settore spaziale INMARSAT e a qualsiasi altra stazione terrestre su terraferma o su nave funzionante in collegamento con questa.

3) Nel corso di lavori effettuati sotto contratto, il contraente conserva la proprietà dei diritti sulle invenzioni e informazioni tecniche risultanti da tale contratto.

4) L'Organizzazione assicurerà inoltre a se stessa il diritto, secondo modalità e condizioni eque e ragionevoli, di utilizzare e far utilizzare le invenzioni e le informazioni tecniche direttamente utilizzate nell'esecuzione di lavori effettuati per suo conto ma non inclusi tra quelli previsti al paragrafo 2), nella misura in cui tale utilizzo è necessario alla ricostituzione o alla modifica di ogni prodotto effettivamente consegnato in virtù di

un contratto finanziato dall'Organizzazione e nella misura in cui la persona che ha eseguito tali lavori sia abilitata ad accordare tali diritti.

5) Il consiglio può, in casi particolari, derogare dai principi enunciati al comma *b)* del paragrafo 2) e al paragrafo 4), allorché, nel corso dei negoziati venga dimostrato al consiglio che l'assenza di una tale deroga nuocerebbe agli interessi dell'Organizzazione.

6) Il consiglio può inoltre, in casi particolari, quando circostanze eccezionali lo giustifichino, derogare dai principi enunciati al paragrafo 3), allorché siano rispettate tutte le seguenti condizioni:

a) quando sia dimostrato al consiglio che l'assenza di tale deroga sarebbe pregiudizievole per gli interessi dell'Organizzazione;

b) quando il consiglio determini che l'Organizzazione deve essere in grado di assicurare la protezione dei brevetti in ogni paese;

c) allorché e nella misura in cui il contraente non sia in grado o non intenda assicurare tale protezione di diritti durante il periodo richiesto.

7) Per quanto riguarda le invenzioni e le informazioni tecniche sulle quali l'Organizzazione abbia acquisito diritti in maniera diversa da quella prevista dal paragrafo 2), essa deve, su richiesta e nella misura in cui è abilitata a farlo:

a) comunicare o far comunicare le dette invenzioni e informazioni tecniche a tutte le Parti e a tutti i Firmatari, con riserva di rimborso di ogni pagamento da essa effettuato o ad essa richiesto nell'esercizio del detto diritto di comunicazione;

b) consentire ad ogni Parte o Firmatario il diritto di comunicare o di far comunicare le dette invenzioni e informazioni tecniche a tutti coloro che si trovino sotto la propria giurisdizione nonché il diritto di utilizzarla e di autorizzare o di far autorizzare tali persone ad utilizzarli:

i) a titolo gratuito per quanto riguarda il settore spaziale INMARSAT o qualsiasi altra stazione terrestre su terraferma o su nave operante in collegamento con essa;

ii) per ogni altro fine, secondo modalità e condizioni eque e ragionevoli definite tra i Firmatari, o altre persone sotto la giurisdizione di ogni Parte, e l'Organizzazione o il proprietario delle dette invenzioni e informazioni tecniche o qualsiasi altro organismo o persona autorizzati ed aventi una parte della proprietà delle dette invenzioni o informazioni tecniche e con riserva di rimborso di ogni pagamento effettuato dall'Organizzazione o ad essa richiesto nell'esercizio dei detti diritti.

8) La comunicazione e l'uso di tutte le invenzioni e informazioni tecniche sulle quali l'Organizzazione ha acquisito ogni diritto, vengono effettuate, per quanto riguarda le loro modalità e condizioni, senza discriminazione nei confronti di tutti i Firmatari e di altre persone sotto la giurisdizione delle Parti.

9) Nessuna disposizione del presente articolo dovrà impedire all'Organizzazione, se ciò è auspicabile, di stipulare contratti con persone soggette a leggi e regolamenti nazionali in relazione alla comunicazione di informazioni tecniche.

Articolo 22.

Responsabilità

Una Parte non è responsabile in quanto tale degli atti e delle obbligazioni dell'Organizzazione, se non nelle sue relazioni con coloro che non sono Parti o con le persone fisiche o morali che essa rappresenti e unicamente nella misura in cui tale responsabilità può derivare dai trattati in vigore tra la Parte e la non-Parte interessata. Tuttavia, le disposizioni che precedono non proibiscono ad una Parte che sia tenuta, in virtù di tale trattato, ad indennizzare una non-Parte o una persona fisica o morale che essa rappresenti, di invocare i diritti che possano derivare dal detto trattato nei confronti di qualsiasi altra Parte.

Articolo 23.

Costi esclusi

Le imposte sul reddito derivante dalle somme versate dall'Organizzazione ad ogni Firmatario non costituiscono parte delle spese dell'Organizzazione.

Articolo 24.

Controllo dei conti

I conti dell'Organizzazione saranno controllati annualmente da un revisore dei conti indipendente nominato dal consiglio. Ogni Parte o Firmatario ha diritto di prendere visione dei conti dell'Organizzazione.

Articolo 25.

Personalità giuridica

L'Organizzazione gode di personalità giuridica ed è responsabile dei suoi atti e dei suoi obblighi.

Ai fini dell'esercizio delle funzioni che le spettano, essa può in particolare stipulare contratti, acquistare, affittare, detenere e cedere beni mobili e immobili, nonché essere parte in un procedimento giudiziario e concludere accordi con Stati od organizzazioni internazionali.

Articolo 26.

Privilegi ed immunità

1) Nel quadro delle attività autorizzate dalla presente convenzione, l'Organizzazione ed i beni di sua proprietà sono esonerati in tutti gli Stati Parte della presente convenzione da tutte le imposte nazionali sul reddito e da tutte le imposte dirette nazionali sulle proprietà, da tutti i diritti doganali sui satelliti di telecomunicazione, nonché sugli elementi e sui pezzi dei detti satelliti che debbano essere lanciati in vista della loro utilizzazione nel settore spaziale dell'INMARSAT. Ogni Parte si impegna a fare il possibile per fare concedere, in conformità alla procedura nazionale applicabile, tutte le altre esenzioni fiscali sui redditi e le imposte dirette sui beni nonché sui diritti doganali se ciò è auspicabile, tenendo presente il carattere specifico dell'Organizzazione.

2) Tutti i Firmatari che agiscono in quanto tali, ad eccezione del Firmatario designato dalla Parte sul cui

territorio è situata la sede, sono esonerati dall'imposta nazionale sul reddito a titolo delle somme versate dall'Organizzazione nel territorio della detta Parte.

3) *a*) Appena possibile dopo l'entrata in vigore della presente convenzione, l'Organizzazione deve concludere con ogni Parte nel territorio della quale stabilisca la sua sede, altri uffici o installazioni, un accordo che sarà negoziato dal consiglio e approvato dall'assemblea, in relazione ai privilegi ed immunità dell'Organizzazione, del suo direttore generale, del suo personale, degli esperti che svolgono missioni per l'Organizzazione e dei rappresentanti delle Parti e dei Firmatari per il periodo in cui si trovano sul territorio del Governo ospite con lo scopo di esercitare le loro funzioni.

b) Tale accordo è indipendente dalla presente convenzione e cessa di avere effetto mediante un accordo tra il Governo ospite e l'Organizzazione, oppure se la sede dell'Organizzazione viene trasferita fuori dal territorio del Governo ospite.

4) Non appena possibile dopo l'entrata in vigore della presente convenzione, tutte le Parti che non siano quelle che hanno concluso un accordo conformemente al paragrafo 3) concludono un protocollo sui privilegi e sulle immunità dell'Organizzazione, del suo direttore generale, del suo personale, degli esperti che effettuano missioni per l'Organizzazione e dei rappresentanti delle Parti e dei Firmatari per il periodo in cui si trovano sul territorio delle Parti con lo scopo di esercitare le proprie funzioni. Tale protocollo è indipendente dalla presente convenzione e stabilirà le condizioni per la propria cessazione.

Articolo 27.

Rapporti con le altre organizzazioni internazionali

L'Organizzazione collaborerà con l'Organizzazione delle Nazioni Unite, e con gli organi di essa che si occupano delle utilizzazioni pacifiche dello spazio extra-atmosferico e dell'oceano nonché con le sue istituzioni specializzate, e con altre organizzazioni internazionali sulle questioni di interesse comune. L'Organizzazione terrà conto in particolare delle risoluzioni e delle raccomandazioni pertinenti dell'Organizzazione intergovernativa consultiva della navigazione marittima. L'Organizzazione rispetta le disposizioni pertinenti della convenzione internazionale delle telecomunicazioni ed i regolamenti che ne derivano e tiene conto, al momento della progettazione, della messa a punto, della costruzione e della messa in opera del settore spaziale INMARSAT nonché nelle procedure stabilite per regolamentare lo sfruttamento del settore spaziale INMARSAT e delle stazioni terrestri, delle risoluzioni, delle raccomandazioni e delle procedure pertinenti adottate dagli organi dell'Unione internazionale delle telecomunicazioni.

Articolo 28.

Notifica all'Unione internazionale delle telecomunicazioni

Su richiesta dell'Organizzazione la Parte sul territorio della quale è situata la sede dell'Organizzazione coordina le frequenze da utilizzare per il settore spaziale e, a nome di ogni Parte che vi acconsente, notifica all'Unione internazionale delle telecomunicazioni le frequenze da utilizzare a tale scopo e comunica altre informazioni, così come previsto dal regolamento delle radiocomunicazioni annesso alla convenzione internazionale delle telecomunicazioni.

Articolo 29.

Ritiro

1) Ogni Parte o Firmatario possono, mediante notifica scritta indirizzata al Depositario, ritirarsi volontariamente dall'Organizzazione, in qualsiasi momento. Allorché è stato deciso sulla base della legislazione nazionale applicabile che un Firmatario può ritirarsi, il ritiro del Firmatario viene notificato per iscritto al Depositario dalla Parte che l'ha designato e la notifica comporta accettazione del ritiro della Parte. Il ritiro di una Parte che agisce in quanto tale, comporta il ritiro simultaneo di ogni Firmatario designato dalla Parte, o della Parte stessa in qualità di Firmatario, a seconda dei casi.

2) Dal momento della ricezione da parte del Depositario della notifica di una decisione di ritiro, la Parte che la notifica ed ogni Firmatario da essa designato, o il Firmatario per conto del quale la notifica viene fatta, a seconda dei casi, cessano di avere qualsiasi diritto di rappresentanza e di voto in seno agli organi dell'Organizzazione quali essi siano, e non incorreranno in nessun obbligo dopo la suddetta ricezione di notifica. Il Firmatario che si ritira resta tuttavia tenuto, a meno che il consiglio non decida diversamente in applicazione dell'articolo XIII dell'accordo operativo, a versare la sua parte di contributi al capitale necessari per fare fronte agli impegni contrattuali espressamente autorizzati dall'Organizzazione prima del ricevimento della notifica ed è tenuto a far fronte alle responsabilità derivanti da atti o da omissioni che abbiano preceduto la detta ricezione. Ad eccezione di quanto riguarda tali contributi al capitale e le disposizioni dell'articolo 31 della presente convenzione e dell'articolo XVI dell'accordo operativo, il ritiro prende effetto, e la presente convenzione e/o l'accordo operativo cessano di essere in vigore nei confronti della Parte e/o del Firmatario che si ritira, tre mesi dopo la data di ricevimento da parte del Depositario della notifica menzionata al paragrafo 1).

3) Se un Firmatario si ritira, la Parte che l'ha designato indica un nuovo Firmatario, prima della data in cui il ritiro prende effetto e a partire da quella data, o assume la qualità di Firmatario, conformemente alle disposizioni del paragrafo 4) del presente articolo, oppure si ritira. Se a tale data la Parte non ha adottato nessuna misura a tale effetto, essa viene considerata come ritiratasi a partire da quella stessa data. Ogni nuovo Firmatario assume tutti gli obblighi non soddisfatti del precedente Firmatario per quanto riguarda i contributi al capitale e l'obbligo di versare la sua quota-parte di contributi al capitale necessari per far fronte agli impegni contrattuali espressamente autorizzati dall'Organizzazione dopo la data del ricevimento della notifica e a far fronte altresì alle responsabilità derivanti da atti od omissioni successivi a tale data.

4) Se, per una qualsiasi ragione, una Parte desidera sostituirsi al Firmatario da essa designato o desidera nominare un nuovo Firmatario, deve notificare per iscritto la propria decisione al Depositario.

L'accordo operativo entrerà in vigore per il nuovo Firmatario e cesserà di esserlo per il Firmatario precedente dal momento in cui il nuovo Firmatario assumerà tutti gli obblighi non soddisfatti dal precedente Firmatario, così come specificato nella ultima frase del paragrafo 3) e firmerà l'accordo operativo.

Articolo 30.

Sospensione e ritiro obbligatori

1) Non meno di un anno dopo la data in cui l'organo direttivo ha ricevuto notifica scritta che lo informi del fatto che una Parte sembra aver mancato all'adempimento di uno qualsiasi degli obblighi cui è tenuta in base alla presente convenzione, l'assemblea, dopo aver esaminato ogni osservazione presentata da tale Parte, se constata che effettivamente ha avuto luogo una mancanza di un obbligo e che detta mancanza compromette il buon funzionamento dell'Organizzazione, può decidere che tale Parte non sia più membro dell'Organizzazione. La convenzione cessa di essere in vigore per la Parte in questione a partire dalla data di tale decisione o da ogni altra data successiva che l'assemblea può fissare.

L'assemblea può essere convocata in sessione straordinaria a tal fine. Il ritiro obbligatorio comporta il simultaneo ritiro di ogni Firmatario designato dalla Parte o dalla Parte nella sua qualità di Firmatario, a seconda dei casi. L'accordo operativo cessa di essere in vigore per il Firmatario dalla data in cui la presente convenzione cessa di essere in vigore per la Parte interessata, salvo per quanto riguarda i contributi al capitale necessari per fare fronte agli impegni contrattuali espressamente autorizzati dall'Organizzazione prima di tale ritiro, nonché alle responsabilità derivanti da atti od omissioni che l'hanno preceduto, e ad eccezione di quanto riguarda le disposizioni dell'articolo 31 della presente convenzione e dell'articolo XVI dell'accordo operativo.

2) Se un Firmatario che agisca in quanto tale, non adempie ad uno qualsiasi degli obblighi cui è tenuto in virtù della presente convenzione o dell'accordo operativo, diversi da quelli imposti dal paragrafo 1) dell'articolo III dell'accordo operativo, e se non rimedia a tale inadempienza nei tre mesi successivi alla notifica scritta di una risoluzione del consiglio che prende atto di tale inadempienza, il consiglio, dopo aver esaminato le osservazioni presentate dal Firmatario, e, all'occorrenza, dalla Parte interessata, può sospendere i diritti del Firmatario inadempiente.

Se, al termine di una ulteriore proroga di tre mesi e dopo esame delle osservazioni presentate dal Firmatario e, all'occorrenza, dalla Parte, il consiglio constata che l'inadempienza permane, l'assemblea può decidere, su raccomandazione del consiglio, di privare il Firmatario nella sua qualità di membro. Il ritiro prende effetto alla data di tale decisione e l'accordo operativo cessa di essere in vigore nei confronti del Firmatario a partire da tale data.

3) Se un Firmatario omette di pagare qualsiasi somma di cui sia debitore conformemente al paragrafo 1) dell'articolo III dell'accordo operativo, nei quattro mesi successivi alla scadenza i diritti del Firmatario, in virtù della presente convenzione e dell'accordo operativo sono automaticamente sospesi. Se nei tre mesi successivi alla sospensione il Firmatario non ha versato tutte le somme dovute o se la Parte che l'ha designato non ha effettuato una sostituzione conformemente al paragrafo 4) dell'articolo 29, il consiglio, previo esame di ogni osservazione presentata dal Firmatario o dalla Parte che l'ha designato, può decidere di ritirare al Firmatario la sua qualità di membro.

A partire dalla data di tale decisione l'accordo operativo cessa di essere in vigore nei confronti del Firmatario.

4) Durante il periodo di sospensione dei diritti di un Firmatario in virtù dei paragrafi 2) o 3), il Firmatario continua ad assumersi tutti gli obblighi che derivano ad un Firmatario dalla presente convenzione e dall'accordo operativo.

5) Un Firmatario non avrà alcun obbligo dopo che gli sarà stata ritirata la qualità di membro, salvo l'obbligo di versare la sua parte dei contributi al capitale necessari per fare fronte agli impegni contrattuali espressamente autorizzati prima che gli venisse ritirata la qualità di membro e per far fronte alle responsabilità derivanti da atti od omissioni precedenti a tale ritiro, e fatto salvo quanto concerne le disposizioni dell'articolo 31 della presente convenzione e dell'articolo XVI dell'accordo operativo.

6) Se ad un Firmatario viene ritirata la qualità di membro, la Parte che l'ha designato nomina un nuovo Firmatario o assume la qualità di Firmatario, conformemente alle disposizioni del paragrafo 4) dell'articolo 29, oppure si ritira entro il termine di tre mesi a partire dalla data di tale ritiro e a contare da tale data. Se, allo spirare di tale termine, la Parte non ha adottato nessuna misura a tale effetto, essa è considerata come ritiratasi alla data del suddetto ritiro e la presente convenzione cessa di essere in vigore nei suoi confronti a decorrere da tale data.

7) Ogni volta che la presente convenzione cessa di essere in vigore nei confronti di una Parte, ogni regolamento finanziario fra l'Organizzazione e ogni Firmatario designato da tale Parte o la Parte nella sua qualità di Firmatario deve essere effettuato conformemente alle disposizioni dell'articolo XIII dell'accordo operativo.

Articolo 31.

Composizione delle controversie

1) Ogni controversia fra le Parti, o fra le Parti e l'Organizzazione, in relazione ai diritti e agli obblighi derivanti dalla presente convenzione deve essere composta mediante negoziato fra le Parti interessate.

Se entro il termine di un anno a partire dalla data in cui una qualsiasi delle Parti ha chiesto un regolamento, questo non è intervenuto, e se le Parti in controversia non hanno accettato di sottoporre la controversia alla Corte internazionale di giustizia o non hanno approvato un'altra procedura di regolamento, la con-

troversia può, se le Parti sono consenzienti, essere sottoposta ad arbitrato conformemente all'allegato della presente convenzione. Una decisione arbitrale in merito ad una controversia fra Parti o fra Parti e Organizzazione non potrà pregiudicare una decisione presa dall'assemblea in applicazione del paragrafo 1) dell'articolo 30, in base alla quale la convenzione cessi di essere in vigore per una Parte.

2) A meno che non sia stato convenuto altrimenti, ogni controversia che sorga tra l'Organizzazione e una o più Parti in virtù di accordi conclusi fra di esse, viene sottoposta ad arbitrato conformemente all'allegato della presente convenzione, su richiesta di una qualsiasi delle Parti in controversia, se non è stata risolta mediante negoziato nel termine di un anno a partire dalla data in cui una qualsiasi delle Parti ha chiesto un regolamento.

3) Ogni controversia fra una o più Parti e uno o più Firmatari che agiscano in quanto tali, in merito ai diritti e agli obblighi derivanti dalla presente convenzione o dall'accordo operativo può essere sottoposta ad arbitrato conformemente all'allegato della presente convenzione, a condizione che la Parte o le Parti e il Firmatario o i Firmatari in causa siano consenzienti.

4) Le disposizioni del presente articolo continuano ad applicarsi ad una Parte o ad un Firmatario che abbiano cessato di esserlo, in relazione alle controversie concernenti i diritti e gli obblighi derivanti dal fatto che sono stati Parti o Firmatari della presente convenzione.

Articolo 32.

Firma e ratifica

1) La presente convenzione rimane aperta alla firma a Londra fino alla sua entrata in vigore; successivamente rimane aperta all'adesione. Tutti gli Stati possono divenire Parti della presente convenzione mediante:

a) firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione; oppure

b) firma con riserva di ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione; oppure

c) adesione.

2) La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione si effettuano mediante deposito dello strumento appropriato presso il Depositario.

3) Allorché diviene Parte della presente convenzione o in qualsiasi momento dopo questa data, uno Stato può fare conoscere, mediante notifica scritta indirizzata al Depositario, quali sono i registri marittimi sotto la sua autorità e le stazioni terrestri di terraferma sotto la sua giurisdizione alle quali si applicherà la convenzione.

4) Nessuno Stato diviene Parte della presente convenzione prima di aver firmato l'accordo operativo o prima che l'organismo da esso designato abbia firmato il suddetto accordo.

5) Non possono essere formulate riserve alla presente convenzione né all'accordo operativo.

Articolo 33.

Entrata in vigore

1) La presente convenzione entra in vigore sessanta giorni dopo la data in cui gli Stati rappresentanti il 95 % delle quote di investimento iniziale sono divenuti Parti della convenzione.

2) Nonostante le disposizioni del paragrafo 1), ove la presente convenzione non sia entrata in vigore nel termine dei trentasei mesi successivi alla data in cui essa è stata aperta alla firma, essa non entrerà in vigore.

3) Per uno Stato che abbia depositato uno strumento di ratifica, accettazione o approvazione o adesione della presente convenzione dopo la data della sua entrata in vigore, la ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione prendono effetto alla data del deposito dello strumento.

Articolo 34.

Emendamenti

1) Ogni Parte può proporre emendamenti alla presente convenzione. I progetti di emendamento vengono sottoposti all'organo direttivo che ne informa le altre Parti e gli altri Firmatari. E' necessario un preavviso di tre mesi prima che il progetto di emendamento venga esaminato dal consiglio che esprimerà il suo parere all'assemblea entro il termine di sei mesi dopo la data di diffusione del progetto. L'assemblea esaminerà il progetto non prima del termine di sei mesi, tenendo conto del parere espresso dal consiglio. L'assemblea può, in casi particolari, ridurre la durata di tale periodo mediante una decisione adottata conformemente alla procedura prescritta per le questioni di fondo.

2) Ove venga adottato dalla assemblea, l'emendamento entrerà in vigore centoventi giorni dopo il ricevimento che parte del Depositario della notifica di accettazione di tale emendamento da parte dei due terzi degli Stati che alla data della sua adozione da parte dell'assemblea, erano Parti e rappresentavano almeno i due terzi del totale delle quote di investimento. Quando entra in vigore, l'emendamento diviene vincolante per tutte le Parti e per tutti i Firmatari, ivi inclusi coloro che non l'hanno accettato.

Articolo 35.

Depositario

1) Depositario della presente convenzione sarà il Segretario generale dell'Organizzazione intergovernativa consultiva della navigazione marittima.

2) Il Depositario informa al più presto possibile tutti gli Stati che firmano la convenzione o che aderiscono ad essa e tutti i Firmatari:

a) di ogni firma della convenzione;

b) del deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;

c) dell'entrata in vigore della convenzione;

d) dell'adozione di ogni emendamento alla convenzione e dell'entrata in vigore di esso;

e) di ogni notifica di ritiro;

f) di ogni sospensione e di ogni ritiro obbligatorio;

g) delle altre notifiche e comunicazioni aventi relazione con la presente convenzione.

3) Al momento dell'entrata in vigore della convenzione il Depositario ne trasmette una copia certificata conforme al Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la registrazione e la pubblicazione, conformemente alle disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato la presente convenzione (*).

FATTO a Londra il 3 settembre 1976 in lingua inglese, spagnola, francese e russa, tutti i testi facenti egualmente fede, in un solo esemplare depositato presso il Depositario che ne invierà una copia certificata conforme al Governo di ciascuno degli Stati che sono stati invitati a partecipare alla Conferenza internazionale sulla creazione di un sistema marittimo internazionale a satelliti e al Governo di ogni altro Stato che firmi la convenzione o che vi aderisca.

(*) La lista delle firme non è riprodotta.

ALLEGATO

PROCEDURE DA SEGUIRE PER LA COMPOSIZIONE DELLE CONTROVERSIE DI CUI ALL'ARTICOLO 31 DELLA CONVENZIONE ED ALL'ARTICOLO XVI DELL'ACCORDO OPERATIVO.

Articolo 1.

Le controversie suscettibili di composizione in applicazione dell'articolo 31 della convenzione o dell'articolo XVI dell'accordo opertivo saranno sottoposte ad un tribunale arbitrale composto di tre membri.

Articolo 2.

Ogni attore o gruppo di attori che desideri sottoporre ad arbitrato una controversia trasmetterà ad ogni convenuto ed all'organo direttivo un fascicolo contenente:

a) una descrizione completa della controversia, le ragioni per le quali ad ogni convenuto viene chiesto di partecipare allo arbitrato e le misure richieste;

b) le ragioni per le quali l'oggetto della controversia è di competenza del tribunale e le ragioni per le quali detto tribunale deve onorare la richiesta presentata ove esso si pronunci a favore della Parte attrice;

c) un esposizione che spieghi i motivi per cui la Parte attrice non ha potuto comporre la controversia mediante vie amichevoli o tramite mezzi diversi dell'arbitrato;

d) la prova dell'accordo o del consenso delle Parti quando questo è una condizione di ricorso alla procedura di arbitrato;

e) il nome della persona designata dalla Parte attrice a far parte del tribunale.

L'organo direttivo fornisce senza indugio un esemplare del fascicolo a ciascuna delle Parti e a ciascuno dei Firmatari.

Articolo 3.

1) Nei sessanta giorni che seguono la data di ricezione da parte di tutti i convenuti degli esemplari del fascicolo di cui all'articolo 2, questi designano collettivamente un persona a far parte del tribunale. Nello stesso periodo di tempo i convenuti possono, congiuntamente o singolarmente, fornire ad ogni Parte e all'organo direttivo un documento contenente la loro risposta, individuale o collettiva, agli esposti di cui allo articolo 2 e comprendente ogni domanda riconvenzionale che promani dall'ogetto della controversia.

2) Nei trenta giorni successivi alla loro designazione i due membri del tribunale si consultano per la scelta di un terzo arbitro. Questi non deve avere la medesima nazionalità di una delle Parti in controversia, non deve risiedere sul territorio di una delle Parti nè deve essere al servizio di alcuna di esse.

3) Ove l'una o l'altra parte non designi un arbitro nei termini previsti o se il terzo arbitro non viene nominato nei tempi previsti, il presidente della Corte internazionale di giustizia o, se egli ne è impedito ovvero abbia la medesima nazionalità di una Parte in controversia, il vice-presidente o, se questi ne è impedito o ha la medesima nazionalità di una qualunque delle Parti, il giudice più anziano che non abbia la stessa nazionalità di una qualunque delle Parti in controversia può su richiesta di una delle Parti, nominare un arbitro o più arbitri, secondo i casi.

4) Il terzo arbitro assume le funzioni di presidente del tribunale.

5) Il tribunale è costituito subito dopo la nomina del suo presidente.

Articolo 4.

1) Ove si produca una vacanza in seno al tribunale per ragioni che il presidente o i membri del tribunale rimasti in carica ritengono indipendenti dalla volontà delle Parti o compatibili con il buon svolgimento della procedura di arbitrato, tale vacanza viene coperta conformemente alle seguenti disposizioni:

a) se la vacanza deriva dal ritiro di un membro nominato da una Parte, questa sceglie un sostituito entro i dieci giorni successivi alla vacanza;

b) se la vacanza risulta dal ritiro del presidente o di un altro membro nominato conformemente alle disposizioni del paragrafo 3) dell'articolo 3, si procederà alla scelta di un sostituto secondo le modalità previste rispettivamente dai paragrafi 2) e 3) dell'articolo 3.

2) Se in seno al tribunale si verifica una vacanza per qualsiasi altra ragione e se non si è provveduto a coprire una vacanza verificatasi nelle condizioni previste al paragrafo 1), i membri del tribunale rimasti in carica possono, su richiesta di una delle Parti, continuare la procedura ed emettere la sentenza.

Articolo 5.

1) Il tribunale decide la data e il luogo delle proprie sedute.

2) I dibattiti si svolgono a porte chiuse e tutti i documenti ed atti presentati al tribunale sono confidenziali. Tuttavia possono assistere ai dibattiti e ricevere comunicazioni di tutti i documenti ed atti presentati l'Organizzazione e ogni Parte che abbia designato un Firmatario il quale è parte nella controversia. Allorchè l'Organizzazione è parte nel procedimento tutte le Parti e tutti i Firmatari possono assistervi e ricevere comunicazione di tutti i documenti e atti presentati.

3) In caso di disaccordo in merito alla competenza del tribunale, questo esaminerà in via prioritaria tale questione.

4) Il procedimento si svolge per iscritto e ogni Parte è abilitata a presentare prove scritte a sostegno delle proprie argomentazioni di fatto e di diritto. Tuttavia, ove il tribunale lo ritenga opportuno si potrà procedere alla presentazione di argomentazioni verbali e alla escussione di testi.

5) Il procedimento inizia con la presentazione del promemoria della Parte attrice che contiene le sue argomentazioni, la descrizione dei fatti relativi con prove a sostegno e i principi giuridici invocati. Il promemoria della Parte attrice è seguito da una contromemoria della Parte convenuta. La Parte attrice può presentare una replica alla contromemoria della Parte convenuta che può presentare una controreplica. Ulteriori argomentazioni potranno essere presentate solo ove il tribunale lo ritenga necessario.

6) Il tribunale ascolterà le domande riconvenzionali traenti origine direttamente dall'oggetto della controversia ed emetterà un giudizio su tali domande ove esse siano di sua competenza così come indicato all'articolo 31 della convenzione e all'articolo XVI dell'accordo operativo.

7) Se nel corso del procedimento le Parti giungono ad un accordo, il tribunale lo registrerà agli atti sotto forma di una decisione emessa con il consenso delle Parti.

8) In ogni momento del procedimento il tribunale può porre termine ad esso se decide che la controversia oltrepassa i limiti della sua competenza così come essa è definita dall'articolo 31 della convenzione e dall'articolo XVI dell'accordo operativo.

9) Le delibere del tribunale sono segrete.

10) Le decisioni del tribunale vengono rese e motivate per iscritto. Esse debbono essere approvate da almeno due membri del tribunale. Un membro in disaccordo con la decisione emessa può presentare la propria opinione separatamente per iscritto.

11) Il tribunale comunica la propria decisione all'organo direttivo che la comunica a tutte le Parti e a tutti i Firmatari.

12) Il tribunale può adottare le norme di procedura complementari necessarie allo svolgimento dell'arbitrato; tali norme debbono essere compatibili con quelle stabilite dal presente allegato.

Articolo 6.

Se una Parte non agisce, l'altra Parte può chiedere al tribunale di pronunciarsi sulla base del promemoria che essa ha presentato. Prima di pronunciarsi il tribunale deve assicurarsi che il caso sia di sua competenza e che la questione sia fondata di fatto e di diritto.

Articolo 7.

1) Ogni Parte il cui Firmatario designato è Parte in una controversia ha il diritto di intervenire e di divenire anche essa Parte nella controversia.

Tale intervento deve essere notificato per iscritto al tribunale e altre Parti in controversia.

2) Ogni altra Parte, ogni Firmatario e l'Organizzazione possono chiedere al tribunale l'autorizzazione ad intervenire e a divenire egualmente Parti nella controversia. Il tribunale accetterà la richiesta ove stabilisca che l'attore ha un interesse sostanziale nel caso.

Articolo 8.

Il tribunale può nominare degli esperti per assisterlo, su richiesta di una Parte in controversia o di propria iniziativa.

Articolo 9.

Ogni Parte, ogni Firmatario e l'Organizzazione forniscono tutte le informazioni che li tribunale, su richiesta di una Parte in causa o di propria iniziativa, riterrà necessarie allo svolgimento del procedimento e alla composizione della controversia.

Articolo 10.

In attesa di emettere una sentenza, il tribunale può indicare tutte le misure cautelative necessarie per salvaguardare i rispettivi diritti delle Parti in causa.

Articolo 11.

1) La decisione del tribunale, adottata in conformità al diritto internazionale, dovrà basarsi su:

a) la convenzione e l'accordo operativo;

b) i principi del diritto generalmente riconosciuti.

2) La decisione del tribunale, ivi compresa ogni composizione amichevole tra le Parti in causa in applicazione del paragrafo 7) dell'articolo 5 del presente allegato, sarà vincolante per tutte le Parti in causa le quali debbono conformarvisi in buona fede. Allorchè l'Organizzazione è parte in una controversia e il tribunale decide che una decisione adottata da un qualsiasi organo dell'Organizzazione è nulla e da considerarsi non avvenuta in quanto non è stata autorizzata nè dalla convenzione nè dall'accordo operativo o in quanto non è conforme a questi, la decisione del tribunale sarà vincolante per tutte le Parti e per tutti i Firmatari.

3) Ove intervenga una controversia sul significato o sulla portata della sentenza il tribunale che l'ha pronunciata ne stabilirà l'interpretazione su richiesta di ogni Parte in causa.

Articolo 12.

A meno che il tribunale non decida altrimenti in ragione di particolari circostanze del caso, le spese del tribunale, ivi inclusa la remunerazione dei suoi membri saranno sostenute in maniera uguale da entrambe le Parti.

Allorchè esiste più di una Parte attrice o più di una Parte convenuta, il tribunale ripartisce le rispettive spese fra attori o convenuti. Allorchè l'Organizzazione è parte in una controversia, la sua quota spese in relazione all'arbitrato viene considerata una spesa amministrativa dell'Organizzazione.

ACCORDO OPERATIVO RELATIVO ALL'ORGANIZZAZIONE INTERNAZIONALE DELLE TELECOMUNICAZIONI MARITTIME VIA SATELLITE (INMARSAT)

I FIRMATARI DEL PRESENTE ACCORDO OPERATIVO

Considerando che gli Stati Parti della convenzione istitutiva dell'Organizzazione internazionale di telecomunicazioni marittime via satellite (INMARSAT) si impegnano nella suddetta convenzione a firmare il presente accordo operativo o a designare un organismo competente per firmarlo.

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I.

Definizioni

1) Ai fini del presente accordo:

a) il termine « convezione » indica la convenzione istitutiva dell'Organizzazione internazionale per le telecomunicazioni marittime via satellite (INMARSAT), compreso il suo allegato;

b) il termine « Organizzazione » indica l'Organizzazione internazionale di telecomunicazioni marittime via satellite (INMARSAT) creata dalla convenzione;

c) il termine « ammortamento » comprende il deprezzamento ma non la remunerazione del capitale.

2) Le definizioni dell'articolo primo della convenzione si applicano al presente accordo.

Articolo II.

Diritti e obblighi dei Firmatari

1) Ogni Firmatario acquisisce i diritti attribuiti ai Firmatari dalla convenzione e dal presente accordo e si impegna ad adempiere agli obblighi cui è tenuto ai sensi di questi due strumenti.

2) Ogni Firmatario agisce conformemente a tutte le disposizioni della convenzione e del presente accordo.

Articolo III.

Contributi al capitale

1) Ogni Firmatario contribuisce alle richieste di capitale dell'Organizzazione in proporzione della sua quota di investimento e riceve il rimborso e la remunera-

zione del capitale alle condizioni fissate dal consiglio conformemente alle disposizioni della convenzione e del presente accordo.

2) Sono compresi nelle richieste di capitale:

a) tutti i costi diretti e indiretti relativi alla progettazione, alla messa a punto, all'acquisizione, alla costruzione e alla messa in opera del settore spaziale INMARSAT, all'acquisizione di diritti contrattuali acquisiti mediante locazione, nonché agli altri beni della Organizzazione;

b) i fondi ritenuti necessari per coprire le spese di gestione, di mantenimento e di amministrazione dell'Organizzazione, in attesa che essa disponga di redditi per far fronte a tali costi tenuto conto del paragrafo 3 dell'articolo VIII;

c) i pagamenti dovuti dai Firmatari in applicazione dell'articolo XI.

3) Un interesse calcolato ad un tasso fissato dal consiglio sarà aggiunto ad ogni somma non pagata alla scadenza fissata dal consiglio.

4) Se l'ammontare totale dei contributi al capitale che i Firmatari sono tenuti a versare nel corso di un esercizio finanziario qualsiasi supera del 50 % il limite fissato in applicazione dell'articolo IV durante il periodo che precede la prima determinazione delle quote di investimento, fondata sull'utilizzazione del settore spaziale INMARSAT conformemente alle disposizioni dell'articolo V, il consiglio prevede l'adozione di altre misure, tra cui il ricorso ad uno scoperto finanziario provvisorio per consentire a quei Firmatari che lo desiderino, di scaglionare il pagamento dei contributi supplementari nel corso degli anni successivi. Il consiglio determinerà il tasso di interesse da applicarsi in tali casi tenendo conto delle spese supplementari sostenute dall'Organizzazione.

Articolo IV

Limitazione del capitale

Il totale dei contributi netti dei Firmatari al capitale e dell'ammontare degli impegni contrattuali di capitale dell'Organizzazione è sottoposto ad un limite. Tale somma dovrà essere pari all'ammontare cumulativo dei contributi al capitale versati dai Firmatari in applicazione dell'articolo III, diminuito dell'ammontare cumulativo del capitale che è stato loro rimborsato in virtù del presente accordo ed aumentato dell'ammontare inevaso degli impegni contrattuali di capitale della Organizzazione. Il limite iniziale è fissato a 200 milioni di dollari statunitensi.

Il consiglio avrà il potere di modificare tale limite.

Articolo V.

Quote di investimento

1) Le quote di investimento dei Firmatari saranno determinate sulla base dell'utilizzazione del settore spaziale INMARSAT. Ogni Firmatario avrà una quota di investimento pari alla sua percentuale del totale dell'utilizzazione del settore spaziale INMARSAT da parte di tutti i Firmatari. L'utilizzazione del settore spaziale INMARSAT si misura sulla base dei canoni percepiti dall'Organizzazione per l'utilizzazione del settore spaziale INMARSAT conformemente all'articolo 19 della convenzione e all'articolo VIII del presente accordo.

2) Per la determinazione delle quote di investimento, l'utilizzazione nei due sensi sarà divisa in due parti uguali, una corrispondente al territorio, una corrispondente alla nave. La parte corrispondente alla nave da cui proviene o alla quale è destinato il traffico sarà attribuita al Firmatario designato dalla Parte che esercita la sua autorità sulla nave. La parte corrispondente al territorio del Paese dal quale proviene o al quale è destinato il traffico verrà attribuita al Firmatario designato dalla Parte corrispondente al territorio dal quale proviene o al quale il traffico è destinato. Tuttavia allorché per un dato Firmatario il rapporto fra la parte corrispondente alla nave e la parte corrispondente al territorio è superiore al rapporto di 20 a 1 (20 : 1), a tale Firmatario sarà attribuita, dopo che egli ne avrà fatto richiesta al consiglio, una quota di utilizzazione equivalente a due volte la parte corrispondente al territorio oppure ad una quota di investimento dello 0,1 % se questa è più elevata.

Ai fini del presente paragrafo si considerano navi le strutture utilizzate nell'ambiente marino per le quali il consiglio ha autorizzato l'accesso al settore spaziale INMARSAT.

3) Prima di determinare le quote di investimento sulla base della utilizzazione, conformemente ai paragrafi 1), 2) e 4) sarà fissata la quota di investimento di ogni Firmatario conformemente all'allegato del presente accordo.

4) La prima determinazione delle quote di investimento sulla base dell'utilizzo del settore spaziale INMARSAT conformemente ai paragrafi 1) e 2) avrà luogo a non meno di due anni e a non più di tre anni dall'entrata in servizio operativo del settore spaziale INMARSAT nelle zone dell'Atlantico, del Pacifico e dell'Oceano Indiano; la data esatta della determinazione sarà decisa dal consiglio. Ai fini di questa prima determinazione l'utilizzo si misura su un periodo di un anno anteriormente alla prima determinazione delle quote di investimento.

5) Dopo la prima determinazione delle quote di investimento che si fondano sulla utilizzazione, le quote di investimento dovranno essere rideterminate per essere effettive:

a) ad intervalli di un anno dopo la prima determinazione delle quote di investimento basate sulla utilizzazione, prendendo per base l'utilizzazione di tutti i Firmatari durante l'anno precedente;

b) alla data di entrata in vigore del presente accordo per un nuovo Firmatario;

c) alla data effettiva del ritiro volontario od obbligatorio di un Firmatario.

6) La quota di investimento di un Firmatario che divenga tale dopo la prima determinazione delle quote di investimento sulla base della utilizzazione viene determinata dal consiglio.

7) Nella misura in cui una quota di investimento viene determinata conformemente ai commi *b*) o *c*) del paragrafo 5) o al paragrafo 8), le quote di investimen-

to di tutti gli altri Firmatari verranno adeguate mantenendo le proporzioni in cui si trovavano le loro rispettive quote di investimento prima di tale adeguamento.

Nel caso di un ritiro volontario od obbligatorio di un Firmatario, le quote di investimento dello 0,05% fissate conformemente alle disposizioni del paragrafo 8) non verranno aumentate.

8) A prescindere da qualsiasi disposizione del presente articolo, nessun Firmatario deve disporre di una quota di investimento inferiore allo 0,05% del totale delle quote di investimento.

9) In ogni rideterminazione delle quote di investimento, la quota di un Firmatario non può essere aumentata in una sola volta di oltre il 50% del suo valore iniziale, né essere diminuita di oltre il 50% del suo valore corrente.

10) Dopo l'applicazione dei paragrafi 2) e 9), le quote di investimento non attribuite, saranno rese disponibili e ripartite dal consiglio tra i Firmatari che desiderino aumentare le proprie quote di investimento. Tale attribuzione addizionale non deve accrescere di oltre il 50% la quota di investimento corrente di un Firmatario.

11) Dopo l'applicazione del paragrafo 10), le restanti quote di investimento non attribuite saranno ripartite fra i Firmatari proporzionalmente alle quote di investimento che sarebbero toccate loro a seguito di qualsiasi rideterminazione, con riserva delle disposizioni dei paragrafi 8) e 9).

12) Su richiesta di un Firmatario, il consiglio può attribuirgli una quota di investimento ridotta rispetto a quella attribuitagli sulla base dei paragrafi da 1) a 7) e da 9) a 11) se altri Firmatari compensano totalmente tale riduzione accettando volontariamente un aumento delle proprie quote di investimento. Il consiglio adotterà le procedure da seguire per ripartire equamente la quota o le quote resesi disponibili tra i Firmatari che desiderino aumentare le proprie quote di investimento.

Articolo VI.

Adeguamenti finanziari tra Firmatari

1) In occasione di ogni determinazione delle quote di investimento posteriormente alla determinazione iniziale effettuata al momento dell'entrata in vigore del presente accordo, vengono effettuati adeguamenti finanziari tra i Firmatari, tramite l'Organizzazione, sulla base di una valutazione effettuata conformemente al paragrafo 2). L'ammontare dei suddetti adeguamenti finanziari sarà determinato, per ogni Firmatario, applicando alla suddetta valutazione la differenza, ove esista, tra la nuova quota di investimento di ogni Firmatario e la sua quota di investimento anteriormente a tale determinazione.

2) La suddetta valutazione viene effettuata nel seguente modo:

a) dal costo di acquisto iniziale di tutti i beni, così come esso è registrato nei conti dell'Organizzazione alla data dell'adeguamento, compresa la totalità degli introiti capitalizzati e delle spese capitalizzate, viene dedotta la somma:

i) degli ammortamenti cumulativi così come registrati nei conti dell'Organizzazione alla data dell'adeguamento; e

ii) delle somme prese a prestito e di altre somme dovute dall'Organizzazione alla data dell'adeguamento;

b) saranno adeguati i risultati ottenuti in applicazione del comma *a*), addizionando o sottraendo, a seconda del caso, un'altra somma che rappresenta l'insufficienza o l'eccesso, a seconda del caso, nei pagamenti effettuati dall'Organizzazione, a titolo di remunerazione del capitale dal momento dell'entrata in vigore del presente accordo fino alla data in cui la valutazione prende effetto, in rapporto all'ammontare cumulativo delle somme dovute in virtù del presente accordo, ai tassi di remunerazione del capitale in vigore nel corso dei periodi in cui i tassi relativi, fissati dal consiglio in virtù dell'articolo VIII, erano applicabili. Ai fini della valutazione della somma indicante ogni insufficienza o eccedenza nei pagamenti, la remunerazione esigibile sarà calcolata mensilmente e si riferirà all'ammontare netto degli elementi indicati al comma *a*).

3) I pagamenti dovuti dai o ai Firmatari conformemente al presente articolo saranno effettuati entro la data fissata dal consiglio. Un interesse calcolato ad un tasso fissato dal consiglio sarà aggiunto dopo tale data ad ogni somma non pagata.

Articolo VII.

Pagamento dei canoni di utilizzo

1) I canoni di utilizzo fissati in applicazione dell'articolo 19 della convenzione saranno pagabili dai Firmatari o dagli organismi delle telecomunicazioni autorizzati conformemente alle modalità adottate dal consiglio. Tali modalità si atterranno il più strettamente possibili ai metodi di contabilità riconosciuti in materia di telecomunicazioni internazionali.

2) A meno che il consiglio non decida altrimenti, i Firmatari e gli organismi di telecomunicazione autorizzati saranno incaricati di fornire informazioni alla Organizzazione per consentirle di determinare l'utilizzazione totale del settore spaziale INMARSAT e di determinare le quote di investimento.

Il consiglio adotterà la procedura da seguire per fornire tali informazioni all'Organizzazione.

3) Il consiglio adotterà le sanzioni appropriate nel caso in cui il pagamento dei canoni di utilizzo sia in ritardo di quattro mesi o più rispetto alla scadenza.

4) Un interesse calcolato ad un tasso fissato dal consiglio sarà aggiunto ad ogni somma che non sia stata saldata alla scadenza fissata dal consiglio.

Articolo VIII.

Entrate

1) A meno che il consiglio non decida diversamente, le entrate della Organizzazione saranno normalmente impiegate, nella misura in cui il loro ammontare lo consente, nel seguente ordine di priorità:

a) per coprire le spese di gestione, di mantenimento e di amministrazione;

b) per costituire quei fondi di rotazione che il consiglio può giudicare necessari;

c) per pagare ai Firmatari, proporzionalmente alle loro rispettive quote di investimento, le somme rappresentanti un rimborso del capitale in un ammontare corrispondente alle spese di ammortamento fissate dal consiglio e registrate nei conti dell'Organizzazione;

d) per versare, a beneficio di un Firmatario, ritiratosi dall'Organizzazione o che sia stato privato della qualità di membro, le somme che possono essergli dovute in applicazione dell'articolo XIII;

e) per il versamento cumulativo, a beneficio dei Firmatari, proporzionalmente alle loro rispettive quote di investimento del saldo disponibile a titolo di remunerazione del capitale.

2) In occasione della determinazione del tasso di remunerazione del capitale dei Firmatari, il consiglio istituirà un'indennità per i rischi legati agli investimenti effettuati nell'INMARSAT e, tenendo conto di tale indennità, fisserà un tasso il più vicino possibile al costo del danaro sul mercato internazionale.

3) Nella misura in cui le entrate dell'Organizzazione non basteranno a coprire le spese di gestione, di mantenimento e di amministrazione dell'Organizzazione, il consiglio potrà decidere di colmare il deficit utilizzando i fondi di cassa corrente dell'Organizzazione, concludendo accordi sugli scoperti bancari, contraendo prestiti o richiedendo ai Firmatari il versamento di contributi al capitale, proporzionalmente alle loro rispettive quote di investimento; le suddette misure potranno essere adottate cumulativamente.

Articolo IX.

Regolamento dei conti

1) Il regolamento dei conti fra i Firmatari e l'Organizzazione per quanto attiene alle transazioni finanziarie effettuate in virtù degli articoli III, VI, VII e VIII, sarà effettuato in modo da mantenere al livello più basso possibile sia i trasferimenti di fondi tra i Firmatari e l'Organizzazione, sia i fondi a disposizione dell'Organizzazione in eccedenza rispetto ai fondi di esercizio che il consiglio giudicherà necessari.

2) Tutti i pagamenti fra i Firmatari e l'Organizzazione in virtù del presente accordo saranno effettuati in qualsiasi moneta liberamente convertibile accettata dal creditore.

Articolo X.

Scoperti e prestiti

1) Per fare fronte ad insufficienze di liquidi, in attesa dell'introito di fondi sufficienti o di contributi al capitale, l'Organizzazione potrà, su decisione del consiglio, concludere accordi sugli scoperti bancari.

2) In circostanze eccezionali e allo scopo di finanziare ogni attività da essa intrapresa conformemente all'art. 3 della convenzione o per fare fronte a qualsiasi responsabilità da essa assunta, l'Organizzazione potrà contrarre prestiti su dicisione del consiglio. L'ammontare scoperto di tali prestiti sarà considerato come un impegno contrattuale in capitale ai fini dell'articolo IV.

Articolo XI.

Responsabilità

1) Se l'Organizzazione è tenuta in virtù di un giudizio definitivo emesso da un tribunale competente o di un compromesso adottato od approvato dal consiglio, a pagare un risarcimento che comprenda costi e spese, in relazione ad atti commessi o ad obblighi asunti dall'Organizzazione in applicazione della convenzione o del presente accordo, nella misura in cui il suo ammontare non possa essere interamente versato né mediante indennizzo né in esecuzione di un contratto assicurativo né di altre disposizioni finanziarie, i Firmatari dovranno versare all'Organizzazione la parte rimasta inevasa dell'indennizzo, proporzionalmente alle proprie quote di investimento quali esse erano alla data in cui ha preso origine la responsabilità, a prescindere da qualsiasi limitazione di capitale prevista dall'articolo IV o stabilita in applicazione di tale articolo.

2) Se un Firmatario, in quanto tale, è tenuto in virtù di un giudizio definitivo reso da un tribunale competente o di un compromesso adottato od approvato dal consiglio a versare un risarcimento, compresi oneri e spese, in relazione ad un atto commesso o ad un obbligo assunto dall'Organizzazione in applicazione della convenzione o del presente accordo, l'Organizzazione rimborserà al Firmatario l'ammontare dell'indennizzo versato.

3) Se una richiesta di indennizzo viene presentata ad un Firmatario, questi deve, ai fini di un rimborso da parte dell'Organizzazione, informarne senza indugio l'Organizzazione e metterla in condizione sia di suggerire un parere sulla difesa o su qualsiasi altro mezzo di risolvere il caso, sia di assicurare tale difesa o tale soluzione e, nei limiti consentiti dalla legge della giurisdizione in cui è stata intentata l'azione, di intervenire nel procedimento sia con il Firmatario che in sostituzione di esso.

4) Ove l'Organizzazione sia tenuta a rimborsare un Firmatario in virtù del presente articolo, i Firmatari, nella misura in cui il rimborso non potrà essere interamente effettuato mediante indennizzo, o in esecuzione di un contratto assicurativo o di altre disposizioni finanziarie, dovranno versare all'Organizzazione la parte non saldata della somma reclamata proporzionalmente alle rispettive quote di investimento, così come esse erano alla data in cui ha preso origine la responsabilità, a prescindere da qualsiasi limitazione di capitale prevista dall'articolo IV o stabilita in applicazione di esso.

Articolo XII.

Esonero dalla responsabilità derivante dalla fornitura di servizi di telecomunicazione

L'Organizzazione, i Firmatari in quanto tali, allorché agiscono nell'esercizio delle proprie funzioni, i funzionari o gli impiegati dell'una o degli altri, i membri del consiglio d'amministrazione dei Firmatari e i rappresentanti presso i vari organi dell'Organizzazione non

incorrono in alcuna responsabilità nei confronti di un Firmatario o dell'Organizzazione per le perdite o i danni derivanti da qualsiasi arresto, ritardo o cattivo funzionamento dei servizi delle telecomunicazioni forniti o da fornirsi conformemente alla convenzione o al presente accordo.

Articolo XIII.

Regolamento finanziario in occasione del ritiro volontario o obbligatorio

1) Entro i tre mesi successivi alla data effettiva del ritiro volontario od obbligatorio di un Firmatario dell'Organizzazione in virtù degli articoli 29 e 30 della convenzione, il consiglio informa il Firmatario della valutazione fatta in merito alla sua posizione finanziaria nei confronti dell'Organizzazione alla data in cui il ritiro volontario od obbligatorio prende effetto e delle modalità proposte per il regolamento così come previsto al paragrafo 3).

La notifica comprenderà una nota:

a) della somma dovuta dall'Organizzazione al Firmatario, che sarà calcolata moltiplicando la quota di investimento del Firmatario, alla data in cui prende effetto il ritiro volontario o obbligatorio, per la cifra fissata al termine della valutazione effettuata conformemente all'articolo VI, alla suddetta data;

b) di ogni somma dovuta dal Firmatario all'Organizzazione e rappresentante la sua quota di contributo al capitale a titolo di impegni contrattuali espressamente autorizzati prima della data di ricevimento dell'avviso della sua decisione di ritirarsi, o, a seconda del caso, prima della data in cui il ritiro obbligatorio prende effetto; tale nota sarà accompagnata da un progetto di scadenzario dei pagamenti;

c) di ogni altra somma dovuta dal Firmatario all'Organizzazione alla data in cui il ritiro volontario o obbligatorio prende effetto.

2) Nella sua valutazione delle somme previste al paragrafo 1), il consiglio può decidere di liberare totalmente o parzialmente il Firmatario del suo obbligo di versare la sua quota di contributi al capitale necessari per fare fronte agli impegni contrattuali espressamente autorizzati ed alle responsabilità derivanti da atti od omissioni antecedenti al ricevimento della notifica della decisione del ritiro oppure, secondo il caso, prima della data in cui il ritiro obbligatorio prende effetto.

3) Con riserva del pagamento da parte del Firmatario di ogni somma dovuta ai sensi dei commi *b*) e *c*) del paragrafo 1), l'Organizzazione deve, tenuto conto dell'articolo VIII, rimborsare al Firmatario le somme di cui ai commi *a*) e *b*) del paragrafo 1), entro gli stessi termini in cui gli altri Firmatari saranno rimborsati dei propri contributi al capitale o in termini più brevi se il consiglio avrà deciso in tal senso. Il consiglio fisserà il tasso di interesse da versare al o dal Firmatario in relazione ad ogni somma che possa restare in sospeso in qualsiasi momento.

4) A meno che il consiglio non decida diversamente, un regolamento concluso in virtù delle disposizioni del presente articolo non ha l'effetto di sciogliere il Firmatario dal suo obbligo di versare la sua quota di contributi al capitale necessari per fare fronte alle responsabilità non contrattuali derivanti da atti od omissioni dell'Organizzazione precedentemente alla data del ricevimento della notifica della decisione del ritiro o, secondo il caso, prima della data effettiva del ritiro obbligatorio.

5) Il Firmatario non perderà nessuno dei diritti acquisiti in quanto tale, diritti che egli, a prescindere dal suo ritiro volontario od obbligatorio, conserverà dopo la data del suddetto ritiro e per i quali egli non abbia ricevuto compensazione nel quadro del regolamento concluso in virtù del presente articolo.

Articolo XIV.

Approvazione delle stazioni terrestri

1) Per poter utilizzare il settore spaziale INMARSAT, tutte le stazioni terrestri dovranno essere approvate dall'Organizzazione conformemente ai criteri e alle procedure fissate dal consiglio in applicazione del comma *c*) dell'articolo 15 della convenzione.

2) Qualsiasi richiesta per tale approvazione sarà presentata all'Organizzazione dal Firmatario designato dalla Parte sul territorio della quale la stazione terrestre su terraferma è o sarà situata, o dalla Parte o dal Firmatario designato dalla Parte sotto l'autorità della quale la stazione terrestre situata su di una nave o su di una struttura operante in ambiente marino ottiene la licenza oppure, nel caso di stazioni terrestri situate su un territorio, su una nave o su una struttura operante in ambiente marino che non sia sotto la giurisdizione di una Parte, da un organismo delle telecomunicazioni autorizzato.

3) Chiunque richieda l'approvazione di cui al paragrafo 2) assumerà nei confronti dell'Organizzazione, per quanto riguarda le stazioni terrestri per le quali egli ha presentato una richiesta, la responsabilità di far rispettare le procedure e le norme previste dall'Organizzazione a meno che, nel caso in cui la richiesta sia stata presentata da un Firmatario, la Parte che lo ha designato non si assuma tale responsabilità.

Articolo XV.

Utilizzazione del settore spaziale INMARSAT

1) Ogni richiesta di utilizzazione del settore spaziale INMARSAT sarà presentata all'Organizzazione da un Firmatario o, nel caso di un territorio non sottoposto alla giurisdizione di una Parte, da un organismo di telecomunicazioni autorizzato.

2) L'utilizzazione sarà autorizzata dall'Organizzazione secondo i criteri e le procedure fissate dal consiglio ai sensi del comma *c*) dell'articolo 15 della convenzione.

3) Ogni Firmatario od organismo di telecomunicazioni autorizzato a servirsi del settore spaziale INMARSAT è tenuto a rispettare le condizioni fissate dall'Organizzazione a proposito di tale utilizzazione, a meno che, nel caso in cui la richiesta sia stata presentata da un Firmatario, la Parte che lo ha designato non accetti di assumersi tale responsabilità per le autorizzazioni concesse a favore di tutte o di alcune stazioni terrestri che non siano di proprietà del detto Firmatario né da esso usate.

Articolo XVI.

Composizione delle controversie

1) Ogni controversia tra i Firmatari o fra questi e l'Organizzazione, in relazione ai diritti e agli obblighi derivanti dalla convenzione o dal presente accordo, deve essere risolta mediante negoziati tra le parti in contrasto. Se, nel termine di un anno a partire dalla data in cui una qualsiasi delle parti ha chiesto un regolamento, questo non è intervenuto e se le parti in contrasto non hanno approvato un'altra procedura di regolamento, la controversia viene sottoposta ad arbitrato conformemente all'allegato della convenzione, su richiesta di una qualsiasi delle parti in contrasto.

2) A meno che le parti non si accordino diversamente, ogni controversia che metta in causa l'Organizzazione e uno o più firmatari in virtù di accordi che li vincolano, viene sottoposta ad arbitrato conformemente all'allegato della convenzione, su richiesta di una delle parti in contrasto, nel termine di un anno a partire dalla data in cui tale regolamento è stato richiesto da una qualsiasi delle parti in contrasto.

3) Ogni Firmatario che abbia cessato di essere tale resta vincolato dal presente articolo per quanto riguarda le controversie relative ai diritti e agli obblighi derivanti dal fatto che è stato firmatario del presente accordo.

Articolo XVII.

Entrata in vigore

1) Il presente accordo entrerà in vigore nei confronti di un Firmatario alla data in cui entrerà in vigore la convenzione nei confronti della Parte interessata conformemente all'art. 33 della convenzione.

2) L'accordo resterà in vigore fino a che sarà in vigore la convenzione.

Articolo XVIII.

Emendamenti

1) Ogni Parte od ogni Firmatario può proporre emendamenti al presente accordo. Le proposte di emendamento verranno presentate all'organo direttivo che ne informerà le altre Parti e gli altri Firmatari.

Occorre un preavviso di tre mesi per l'esame da parte del consiglio di una proposta di emendamento. Durante questo periodo, l'organo direttivo richiederà il parere di tutti i Firmatari e lo renderà noto. Il consiglio esaminerà gli emendamenti nei sei mesi successivi alla data della loro diffusione. L'assemblea esaminerà la proposta di emendamento non prima di sei mesi dopo l'approvazione da parte del consiglio.

In casi particolari, l'assemblea può ridurre tale periodo con una decisione adottata conformemente alla procedura prevista per le questioni di fondo.

2) Se sarà stato adottato dall'assemblea dopo essere stato approvato dal consiglio, l'emendamento entrerà in vigore centoventi giorni dopo che il Depositario avrà ricevuto la notifica dell'approvazione di tale emendamento da parte dei due terzi dei Firmatari che, alla data della sua adozione da parte dell'assemblea, avevano la qualità di Firmatari e rappresentavano almeno i due terzi del totale delle quote di investimento. Solamente la Parte interessata è abilitata a notificare la approvazione di un emendamento al Depositario. Tale notifica equivarrà ad accettazione dell'emendamento dalla detta Parte. Dal momento dell'entrata in vigore, l'emendamento diverrà vincolante per tutti i Firmatari, compresi coloro che non l'hanno accettato.

Articolo XIX.

Depositario

1) Depositario del presente accordo sarà il Segretario generale dell'Organizzazione intergovernativa consultiva della navigazione marittima.

2) Il Depositario informerà sollecitamente tutti gli Stati che firmano la convenzione o che vi aderiscono e tutti i Firmatari:

a) di ogni firma del presente accordo;

b) dell'entrata in vigore del presente accordo;

c) dell'adozione di ogni emendamento al presente accordo e della sua entrata in vigore;

d) di ogni notifica di ritiro;

e) di ogni sospensione e di ogni ritiro obbligatorio;

f) di altre notifiche e comunicazioni relative al presente accordo.

3) Al momento dell'entrata in vigore del presente accordo, il Depositario ne trasmetterà una copia certificata conforme al Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la registrazione e la pubblicazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente accordo (*).

FATTO a Londra il tre settembre millenovecentosettantasei nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa, tutti i testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato presso il Depositario il quale ne invierà una copia certificata conforme al Governo di ognuno degli Stati che sono stati invitati a partecipare alla Conferenza internazionale per la creazione di un sistema marittimo internazionale via satellite, al Governo di ogni altro Stato che firmi la convenzione o che vi aderisca e ad ogni Firmatario.

(*) L'elenco delle firme non è riprodotto.

ALLEGATO

QUOTE DI INVESTIMENTO ANTERIORI ALLA PRIMA DETERMINAZIONE SULLA BASE DELL'UTILIZZAZIONE

a) Le quote di investimento iniziali dei Firmatari designati dagli Stati sotto elencati saranno stabilite come segue:

Stati Uniti	17,00
Regno Unito	12,00
URSS, RSS di Bielorussia e RSS Ucraina	11,00
Norvegia	9,50
Giappone	8,45

Italia	4,37
Germania, Repubblica federale di	3,50
Francia	3,50
Grecia	3,50
Olanda	3,50
Canada	3,20
Spagna	2,50
Svezia	2,30
Danimarca	2,10
Australia	2,00
India	2,00
Brasile	1,50
Kuwait	1,48
Polonia	1,48
Argentina	0,75
Belgio	0,75
Finlandia	0,75
Repubblica democratica tedesca	0,74
Singapore	0,62
Nuova Zelanda	0,44
Bulgaria	0,33
Cuba	0,33
Indonesia	0,33
Iran	0,33
Cile	0,25
Perù	0,25
Svizzera	0,25
Liberia	0,10
Algeria	0,05
Egitto	0,05
Ghana	0,05
Iraq	0,05
Repubblica unita del Camerun	0,05
Thailandia	0,05
Turchia	0,05
Totale	101,45

b) Ogni Firmatario dell'accordo operativo designato da uno Stato sopra menzionato può, prima dell'entrata in vigore della convenzione e dell'accordo operativo accettare una quota di investimento iniziale superiore a quella menzionata al paragrafo *a*) se:

i) altri Firmatari accettano una riduzione corrispondente della loro quota di investimento iniziale; o

ii) la convenzione e l'accordo operativo non sono entrati in vigore ventiquattro mesi dopo essere rimasti aperti alla firma.

I Firmatari interessati informeranno il Depositario il quale stabilirà un elenco modificato delle quote di investimento iniziali e lo comunicherà a tutti gli Stati menzionati nell'elenco delle quote di investimento iniziali.

c) Il Firmatario designato da uno Stato non menzionato al paragrafo *a*), se firmerà l'accordo operativo prima della sua entrata in vigore, indicherà al Depositario la sua quota di investimento iniziale, che corrisponderà alla relativa utilizzazione del settore spaziale INMARSAT che egli prevede di fare.

Il Depositario aggiungerà il nuovo Firmatario e la sua quota di investimento iniziale all'elenco delle quote di investimento iniziali figuranti al paragrafo *a*). L'elenco così modificato sarà comunicato a tutti gli Stati in esso menzionati. La quota iniziale di investimento del nuovo Firmatario sarà successivamente sottoposta al consiglio per la sua approvazione o modifica. Se il consiglio modificherà tale quota, dovrà modificare proporzionalmente le quote di investimento di tutti i Firmatari.

d) Al momento dell'entrata in vigore dell'accordo operativo, le quote di investimento dei Firmatari saranno determinate modificando proporzionalmente le quote di investimento iniziali dei Firmatari in modo che la somma di tutte le quote di investimento rappresenti il 100%.

e) La quota di investimento iniziale di ogni Firmatario che non sia menzionato al paragrafo *a*) e che firmi l'accordo operativo dopo la sua entrata in vigore e la quota di investimento iniziale di ogni Firmatario che è menzionato nell'elenco delle quote di investimento iniziali e per il quale l'accordo operativo non sia entrato in vigore trentasei mesi dopo l'apertura alla firma, sono determinate dal consiglio e sono incluse in un elenco modificato delle quote di investimento iniziali di tutti i Firmatari.

f) Quando una nuova Parte diviene Membro dell'Organizzazione, o quando una Parte si ritira dall'Organizzazione o la sua qualità di Membro le viene ritirata, le quote di investimento di tutti i Firmatari vengono determinate modificando in proporzione le quote di investimento iniziali di tutti i Firmatari in modo che la somma di tutte le quote di investimento rappresenti il 100%.

g) Le quote di investimento dello 0,05% determinate conformemente al paragrafo 8) dell'articolo V dell'accordo operativo non saranno aumentate sulla base dei paragrafi *c*), *d*), *e*) e *f*) del presente allegato.

ANTONIO SESSA, *direttore* — DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(9651110/1) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.